



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## Règles de procédure et autres dispositions pertinentes

# TABLE DES MATIÈRES

## TITRE PREMIER

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....	1
-------------------------------------	---

## CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
Section 1 Président.....	3
Section 2 Groupes parlementaires.....	6

## CHAPITRE II

ASSEMBLÉE.....	9
Section 1 Convocation, calendrier et horaire.....	9
Section 2 Ordre.....	12
Section 3 Session.....	16
Section 4 Débat sur le discours d'ouverture de la session.....	17
Section 5 Séances.....	18
Section 6 Affaires courantes.....	20
§ 1.-Déclarations ministérielles.....	20
§ 2.-Présentation de projets de loi.....	20
§ 3.-Dépôts.....	20
§ 4.-Intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.....	22
§ 5.-Questions et réponses orales.....	24
§ 6.-Votes reportés.....	26
§ 7.-Motions sans préavis.....	26
§ 8.-Avis touchant les travaux des commissions.....	27
§ 9.-Renseignements sur les travaux de l'Assemblée ..	27
Section 7 Affaires du jour.....	28
§ 1.-Affaires prioritaires.....	28
§ 2.-Débats d'urgence.....	29
§ 3.-Débats sur les rapports de commissions.....	30
§ 4.-Autres affaires inscrites au feuillet.....	30
§ 5.-Affaires inscrites par les députés de l'opposi- tion.....	30

## **TABLE DES MATIÈRES (suite 1)**

Section 8	Ajournement. . . . .	32
	§ 1.-Ajournement du débat. . . . .	32
	§ 2.-Ajournement de l'Assemblée. . . . .	32
Section 9	Commission plénière. . . . .	34

### **CHAPITRE III**

COMMISSIONS. . . . .	37
Section 1 Commission de l'Assemblée nationale. . . . .	37
Section 2 Dénomination et compétence des commissions. . . . .	39
Section 3 Composition. . . . .	41
Section 4 Présidents, vice-présidents et secrétaires. . . . .	44
Section 5 Convocation et horaire. . . . .	46
Section 6 Séances. . . . .	49
Section 7 Consultations. . . . .	51
§ 1.-Consultation générale. . . . .	51
§ 2.-Consultations particulières. . . . .	52
Section 8 Rapports. . . . .	53
Section 9 Commissions spéciales. . . . .	54

## **TITRE II**

PROCÉDURE GÉNÉRALE. . . . .	55
-----------------------------	----

### **CHAPITRE PREMIER**

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. . . . .	57
---------------------------------	----

### **CHAPITRE II**

MOTIONS. . . . .	59
Section 1 Dispositions générales. . . . .	59
Section 2 Amendements. . . . .	62
Section 3 Motion de mise aux voix immédiate. . . . .	63
Section 4 Motion de scission. . . . .	64

## **TABLE DES MATIÈRES (suite 2)**

### **CHAPITRE III**

DÉBATS.....	65
Section 1 Temps de parole.....	65
Section 2 Débats restreints.....	66
Section 3 Pertinence.....	67
Section 4 Explications.....	68
Section 5 Citation de document.....	69
Section 6 Droit de réplique.....	70

### **CHAPITRE IV**

MISE AUX VOIX.....	71
--------------------	----

### **TITRE III**

PROCÉDURE LÉGISLATIVE.....	73
----------------------------	----

### **CHAPITRE PREMIER**

PROJETS DE LOI.....	75
Section 1 Étapes.....	75
Section 2 Présentation.....	76
Section 3 Adoption du principe.....	77
Section 4 Étude détaillée en commission.....	79
Section 5 Prise en considération du rapport de la commission ..	82
Section 6 Adoption.....	84

### **CHAPITRE II**

PROJET DE LOI MODIFIANT PLUSIEURS LOIS.....	85
---	----

### **CHAPITRE III**

PROJETS DE LOI DE CRÉDITS.....	87
--------------------------------	----

### **CHAPITRE IV**

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ.....	89
-------------------------------------	----

## **TABLE DES MATIÈRES (suite 3)**

<b>TITRE IV</b>	
BUDGET.....	93
<b>TITRE V</b>	
CONTRÔLE PARLEMENTAIRE.....	95
<b>CHAPITRE PREMIER</b>	
FINANCES.....	97
Section 1 Crédits budgétaires.....	97
Section 2 Politique budgétaire.....	100
Section 3 Engagements financiers.....	101
<b>CHAPITRE II</b>	
SURVEILLANCE DES ORGANISMES PUBLICS.....	103
<b>CHAPITRE III</b>	
INTERPELLATIONS.....	105
<b>CHAPITRE IV</b>	
MOTIONS DE CENSURE.....	107
<b>CHAPITRE V</b>	
DÉBAT DE FIN DE SÉANCE.....	109
<b>CHAPITRE VI</b>	
QUESTIONS ÉCRITES.....	111
<b>TITRE VI</b>	
INTÉGRITÉ DU PARLEMENT ET DE SES MEMBRES.....	113
<b>CHAPITRE PREMIER</b>	
CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT.....	115
<b>CHAPITRE II</b>	
CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ.....	119

---

*TITRE PREMIER*

**ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

---

## CHAPITRE PREMIER

# DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### SECTION 1

#### PRÉSIDENT

---

#### *Président*

**Article premier** — Le Président de l'Assemblée nationale dirige les séances de l'Assemblée, administre ses services et la représente, notamment dans ses rapports avec d'autres Parlements.

---

#### *Fonctions*

**2.** Outre les pouvoirs que la loi lui confère, le Président:

- 1° ouvre, suspend et lève les séances de l'Assemblée;
- 2° maintient l'ordre et exerce tous les pouvoirs nécessaires à cette fin;
- 3° fait observer le règlement;
- 4° met les motions en discussion, les met aux voix et proclame le résultat des votes;
- 5° convoque et préside les réunions des leaders de groupes parlementaires;
- 6° organise les débats restreints;
- 7° détermine, lorsque l'Assemblée ne peut siéger à l'Hôtel du Parlement, l'endroit où elle se réunit;

---

8° exerce les autres pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions et au maintien des droits et privilèges de l'Assemblée et de ses membres.

---

*Exclusion d'un groupe parlementaire*

**3.** Tant qu'un député exerce la charge de Président, il ne fait partie d'aucun groupe parlementaire.

---

*Abstention et vote prépondérant*

**4.** Le Président ne participe pas aux discussions de l'Assemblée et ne vote pas, sauf en cas de partage des voix.

---

*Élection*

**5.** Le Président est élu par l'Assemblée à la première séance de chaque législature.

---

*Président de l'élection*

**6.** Le doyen de l'Assemblée, sauf s'il est ministre, chef de groupe parlementaire ou membre de la commission de l'Assemblée nationale préside à l'élection du Président.

---

*Proposition d'un député*

**7.** Tout député peut, sans préavis, proposer le nom d'un autre député pour remplir la charge de Président. Chaque nom fait l'objet d'une motion distincte, qui ne peut être amendée.

---

*Mise aux voix*

**8.** S'il n'est proposé qu'un député, celui-ci est proclamé élu.

Si plusieurs députés sont proposés, les diverses motions sont débattues simultanément. Elles sont mises aux voix dans l'ordre de leur présentation, jusqu'à ce que l'une d'elles soit adoptée. Une motion du Premier ministre est toutefois mise aux



---

voix avant toute autre. En cas de partage, une motion est déclarée rejetée.

---

*Élection des  
vice-présidents*

**9.** Le Président préside à l'élection des deux vice-présidents, qui se déroule suivant la procédure prévue aux articles 7 et 8.

---

*Remplacement*

**10.** En cas d'empêchement du Président ou à sa demande, un vice-président le remplace et exerce ses fonctions parlementaires.

---

*Empêchement*

**11.** En cas d'empêchement du Président et des vice-présidents, le Secrétaire général en informe l'Assemblée. Celle-ci désigne un député pour remplacer temporairement le Président dans ses fonctions parlementaires.

L'Assemblée désigne ce député suivant la procédure prévue aux articles 6, 7 et 8.

---

*Vacance*

**12.** En cas de vacance de la charge de Président, le Secrétaire général en informe l'Assemblée. Celle-ci ne peut entamer aucune affaire avant d'avoir élu un nouveau Président.

---

## SECTION 2

### GROUPES PARLEMENTAIRES

---

#### *Groupes parlementaires*

**13.** Tout groupe d'au moins douze députés élus sous la bannière d'un même parti politique, ou tout groupe de députés élus sous la bannière d'un parti politique qui a obtenu au moins 20 p. 100 des voix aux plus récentes élections générales, constitue un groupe parlementaire.

À l'exception du Président, les députés n'appartenant à aucun groupe siègent à titre d'indépendants.

---

#### *Député élu au cours d'une législature*

**14.** Le député élu au cours d'une législature adhère à un groupe parlementaire ou siège à titre d'indépendant.

---

#### *Adhésion ou départ*

**15.** Le député qui quitte un groupe parlementaire sans adhérer à un autre groupe parlementaire siège à titre d'indépendant.

Celui qui siège à titre d'indépendant peut adhérer à un groupe parlementaire.

---

#### *Leaders*

**16.** Chaque chef de groupe parlementaire désigne un leader parmi les membres de son groupe. Le leader du groupe formant le gouvernement porte le titre de leader du gouvernement. Le leader du groupe formant l'opposition officielle porte le titre de leader de l'opposition officielle.

**17.** Le leader du gouvernement et le leader de l'opposition officielle peuvent être remplacés en Chambre par un leader adjoint. Le leader du gouvernement peut également être remplacé en Chambre par un ministre qu'il a désigné au Président.

---

## CHAPITRE II

### ASSEMBLÉE

#### SECTION 1

#### CONVOCATION, CALENDRIER ET HORAIRE

---

*Convocation*            **18.** Au début d'une législature, l'Assemblée se réunit à la date fixée par la proclamation la convoquant.

---

*Calendrier  
parlementaire*        **19.** Pendant une législature, l'Assemblée se réunit en séances ordinaires:

1° du deuxième mardi de mars jusqu'au 23 juin au plus tard;

2° du troisième mardi d'octobre jusqu'au 21 décembre au plus tard.

---

*Horaire*                **20.** L'Assemblée se réunit les mardi et jeudi de 14 à 22 heures, avec suspension de 18 à 20 heures.

Le mercredi, elle se réunit de 10 à 18 heures, avec suspension de 13 à 15 heures. Cette suspension a sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement.

L'Assemblée peut également décider sans débat, sur motion sans préavis du leader du gouvernement, de se réunir le lundi de 15 à 22 heures, avec suspension de 18 à 20 heures.

---

*Horaire  
de juin  
et décembre*

**21.** Du 1<sup>er</sup> au 23 juin et du 1<sup>er</sup> au 21 décembre, l'Assemblée peut se réunir, du lundi au vendredi, à compter de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 13 à 15 heures et de 18 à 20 heures.

---

*Délai d'adop-  
tion d'un  
projet de loi*

**22.** Un projet de loi présenté entre le 15 novembre et le 21 décembre ou entre le 15 mai et le 23 juin ne peut être adopté pendant la même période.

---

*Séances  
extraordinaires*

**23.** En dehors des périodes, jours ou heures prévus à la présente section, l'Assemblée, sur demande du Premier ministre, se réunit en séances extraordinaires.

---

*Demande du  
Premier  
ministre*

**24.** Cette demande est adressée au Président ou, en son absence, au Secrétaire général.

---

*Urgence*

**25.** Si une séance extraordinaire est convoquée pour raison d'urgence après la clôture d'une session, le leader du gouvernement doit, après l'allocation du lieutenant-gouverneur, proposer la suspension des règles gouvernant l'ouverture d'une session. Cette motion sans préavis ne peut être débattue.

L'Assemblée procède ensuite aux affaires courantes.

---

*Fin d'une  
séance  
extraordinaire*

**26.** Les séances extraordinaires tenues pour raison d'urgence prennent fin lorsque l'Assemblée a réglé l'affaire pour laquelle elle a été convoquée.

*Débat  
restreint*

---

**27.** Sauf au début d'une session, le motif de la convocation en séances extraordinaires donne lieu à un débat restreint. Ce débat est tenu pendant la période des affaires courantes, au moment prévu pour les motions sans préavis.

---

*Débat  
restreint*

**28.** Si l'urgence est le motif de la convocation, le leader du gouvernement peut proposer, à l'étape des affaires courantes prévue pour les motions sans préavis, la suspension des règles qu'il désigne.

Le motif de la convocation et la motion de suspension des règles font l'objet d'un même débat restreint.

---

## SECTION 2

### ORDRE

---

*Séances  
publiques,  
huis clos*

**29.** Les séances de l'Assemblée sont publiques. L'Assemblée peut décider, au moment prévu pour les motions sans préavis, de siéger à huis clos.

L'auteur de la motion et un représentant de chaque groupe parlementaire ont chacun un temps de parole de dix minutes. L'auteur de la motion a droit à une réplique de cinq minutes.

---

*Ouverture  
des séances*

**30.** Le Président ouvre les séances de l'Assemblée après avoir vérifié le quorum.

---

*Entrée du  
Président*

**31.** Lorsque le Président fait son entrée, les députés et le public se lèvent. À son invitation, ils observent ensuite un moment de recueillement.

*Conduite  
du public*

Pendant la séance, le public admis dans les tribunes doit se tenir assis et en silence. Tout signe d'approbation ou de désapprobation lui est interdit. En cas de désordre, le Président peut enjoindre à toute personne de se retirer.

*Fin  
d'une séance*

À la fin de la séance, les députés et le public se lèvent et demeurent à leur place, en silence, tant que le Président n'a pas quitté la Chambre.

---

*Décorum*

**32.** Les députés doivent observer le règlement et contribuer au maintien du décorum de l'Assemblée.

Ils occupent la place qui leur a été assignée par le Président, y demeurent assis et gardent le silence à moins d'avoir obtenu la parole.

Ils doivent s'abstenir de tout ce qui peut nuire à l'expression d'autrui ou au bon fonctionnement de l'Assemblée.

---

*Intervention  
d'un député*

**33.** Le député qui désire faire une intervention doit se lever et demander la parole au Président.

---

*Questions au  
Président*

**34.** Les députés ne peuvent poser au Président que des questions portant sur les affaires ou la procédure de l'Assemblée.

---

*Paroles interdites et  
propos anti-  
parlementaires*

**35.** Le député qui a la parole ne peut:

- 1° désigner le Président ou un député autrement que par son titre;
- 2° faire référence aux travaux d'une commission siégeant à huis clos avant qu'elle ait remis son rapport à l'Assemblée;
- 3° parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou un organisme quasi judiciaire, ou qui fait l'objet d'une enquête, si les paroles prononcées peuvent porter préjudice à qui que ce soit;
- 4° s'adresser directement à un autre député;



- 
- 5° attaquer la conduite d'un député, si ce n'est par une motion mettant sa conduite en question;
- 6° imputer des motifs indignes à un député ou refuser d'accepter sa parole;
- 7° se servir d'un langage violent, injurieux ou blessant à l'adresse de qui que ce soit;
- 8° employer un langage grossier ou irrespectueux envers l'Assemblée;
- 9° adresser des menaces à un député;
- 10° tenir des propos séditieux.
- 

*Interruption  
d'un député*

**36.** Aucun député ne peut interrompre celui qui a la parole, sauf pour faire un rappel au règlement, signaler le défaut de quorum ou attirer l'attention sur une violation de droit ou de privilège.

---

*Conduite  
des députés*

**37.** Quand le Président se lève, le député qui a la parole doit s'asseoir. Tous les députés doivent rester assis tant que le Président est debout.

---

*Violation  
du règlement*

**38.** Le Président doit immédiatement signaler toute violation du règlement dont il a connaissance.

---

*Violation  
du règlement*

**39.** Un député peut, à tout moment, signaler une violation du règlement. Il doit le faire avec diligence, en mentionnant l'article du règlement qu'il invoque et en limitant son exposé strictement au point soulevé.

---

*Remarques  
lors d'un  
rappel au  
règlement*

**40.** Le Président peut autoriser quelques remarques à l'occasion d'un rappel au règlement. Elles doivent se limiter à l'article invoqué et au point soulevé.

---

*Décision*

**41.** Le Président se prononce sur les rappels au règlement au moment où il le juge opportun, en indiquant le motif de sa décision. Il peut aussi choisir de soumettre la question à l'Assemblée.

La décision du Président ou de l'Assemblée ne peut être discutée.

---

*Retrait du  
droit de  
parole*

**42.** Le Président peut retirer la parole à un député pour le reste de la séance si celui-ci ne se soumet pas à deux rappels à l'ordre consécutifs.

*Exclusion*

Si le député ne respecte pas l'interdiction prononcée contre lui, le Président l'avertit une dernière fois. S'il ne se soumet toujours pas, le Président peut ordonner son exclusion de l'Assemblée pour le reste de la séance.

---

*Expulsion*

**43.** Le député exclu de l'Assemblée ne peut participer aux séances des commissions. S'il ne respecte pas cette interdiction, le Président peut le faire expulser.

---

*Suspension  
ou levée  
de la séance*

**44.** Le Président peut, à tout moment, suspendre ou lever la séance.

---

## SECTION 3

### SESSION

---

*Début d'une session*

**45.** Chaque session débute par l'allocution du lieutenant-gouverneur, suivie du discours d'ouverture prononcé par le Premier ministre. Si nécessaire, l'allocution du lieutenant-gouverneur est précédée de l'élection du Président et des vice-présidents.

*Levée de la séance*

**46.** Après le discours d'ouverture, le Président lève la séance.

*Effet de la clôture d'une session*

**47.** Sauf décision contraire de l'Assemblée, la clôture de la session dissout toute commission spéciale que l'Assemblée a constituée, annule tous les ordres qui n'ont pas été pleinement exécutés, rend caducs tous les actes de procédure en cours, ainsi que tout projet de loi qui n'a pas été adopté. Toutefois, elle n'annule pas les ordres relatifs à la production ou à l'impression de documents.

*Poursuite de l'étude d'un projet de loi*

**48.** Sauf en cas de dissolution de l'Assemblée, l'étude de tout projet de loi présenté avant la clôture d'une session peut, sur motion sans préavis du leader du gouvernement, être continuée à la session suivante au stade où elle avait été interrompue. La motion doit être présentée avant la troisième séance qui suit la fin du débat sur le discours d'ouverture. Elle est votée sans débat.

---

## SECTION 4

### DÉBAT SUR LE DISCOURS D'OUVERTURE DE LA SESSION

---

*Discours du  
chef de  
l'opposition*

**49.** Le débat sur le discours d'ouverture de la session commence à la séance qui suit sa lecture. Il débute par le discours du chef de l'opposition officielle. Ce discours est prioritaire.

*Durée et  
temps de  
parole*

**50.** Le discours d'ouverture de la session et le débat qui s'ensuit durent au plus vingt-cinq heures. Le Premier ministre et le chef de l'opposition officielle, ou leurs représentants, ont chacun un temps de parole de deux heures, et les autres chefs de groupes parlementaires, ou leurs représentants, d'une heure.

*Discours des  
députés,  
motion  
de censure*

Chaque député peut prononcer un seul discours, où il peut aborder tous les sujets. Il peut, à l'occasion de son intervention, présenter une motion de censure. Cette motion ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

*Réplique*

Le gouvernement, par son représentant, a droit à une réplique d'une heure.

*Mise  
aux voix*

Les motions de censure sont ensuite mises aux voix dans l'ordre de leur présentation.

---

## SECTION 5

### SÉANCES

---

*Division  
des séances*

**51.** Les séances de l'Assemblée se divisent en deux périodes: celle des affaires courantes et celle des affaires du jour.

*Horaire  
des affaires  
courantes*

**52.** L'Assemblée procède aux affaires courantes à 15 heures les lundi et mercredi et à 14 heures les mardi et jeudi. En juin et décembre, elle les entame à 10 heures.

*Ordre  
des affaires  
courantes*

**53.** Les affaires courantes sont abordées dans l'ordre suivant:

- 1° déclarations ministérielles;
- 2° présentation de projets de loi;
- 3° dépôts:
  - a) de documents;
  - b) de rapports de commissions;
  - c) de pétitions;
- 4° interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel;
- 5° questions et réponses orales;
- 6° votes reportés;
- 7° motions sans préavis;
- 8° avis touchant les travaux des commissions;
- 9° renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

**54.** Les affaires du jour sont abordées dans l'ordre suivant:

- 1° affaires prioritaires;
- 2° débats d'urgence;
- 3° débats sur les rapports de commissions;
- 4° autres affaires inscrites au feuilletton;
- 5° affaires inscrites par les députés de l'opposition.

---

## SECTION 6

### AFFAIRES COURANTES

---

#### § 1. — Déclarations ministérielles

*Déclarations  
ministérielles*

**55.** La durée d'une déclaration ministérielle est d'au plus cinq minutes. Un exemplaire doit en avoir été transmis, sous pli confidentiel, au Président et aux chefs des groupes parlementaires, une heure avant la période des affaires courantes.

*Commentaires  
et réplique*

**56.** À la suite d'une déclaration, le chef de l'opposition officielle et les chefs des autres groupes parlementaires ou leurs représentants peuvent faire des commentaires qui ne doivent pas dépasser cinq minutes. Le ministre a ensuite droit à une réplique de cinq minutes.

---

#### § 2. — Présentation de projets de loi

*Présentation  
de projets  
de loi*

**57.** La présentation d'un projet de loi se fait conformément aux dispositions de la section 2 du chapitre premier du titre III.

---

#### § 3. — Dépôts

*Documents  
à déposer*

**58.** Au début d'une session, le Président dépose la liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.

La liste doit être reproduite au procès-verbal.

---

*Dépôt par  
un ministre*

**59.** Les ministres peuvent déposer tout document qu'ils jugent d'intérêt public.

---

*Réponse écrite*

**60.** Le leader du gouvernement dépose tout document contenant la réponse à une question qu'un député a inscrite au feuillet.

---

*Dépôt des  
rapports de  
commissions*

**61.** Les rapports des commissions permanentes sont déposés à l'Assemblée par leur président ou le membre qu'il désigne.

---

*Pétition*

**62.** Toute personne ou association de personnes peut, par l'intermédiaire d'un député, adresser une pétition à l'Assemblée dans le but d'obtenir le redressement d'une situation qu'elle considère comme injuste. Le député qui la transmet, doit l'avoir remise au bureau du Secrétaire général au moins une heure avant la période des affaires courantes.

---

*Forme et  
contenu  
d'une pétition*

**63.** La pétition doit s'adresser à l'Assemblée et exposer des faits sur lesquels celle-ci a le pouvoir d'intervenir.

Elle doit être un original, contenir la signature de tous les pétitionnaires et, s'il y a lieu, leur désignation en tant que groupe, ainsi qu'un exposé clair, succinct, précis et en termes modérés des faits sur lesquels ils demandent l'intervention de l'Assemblée.

---

*Extrait  
d'une pétition*

**64.** Par un document déposé à l'Assemblée, qu'il certifie conforme à l'original et au règlement, le député indique le nombre de signatures que porte



---

la pétition, la désignation des pétitionnaires, les faits qu'elle invoque et les conclusions à laquelle elle en arrive.

Remise  
au député

Le Secrétaire général remet l'original de la pétition au député qui l'a transmise.

---

Inscription au  
procès-verbal

**65.** Tout dépôt est inscrit au procès-verbal.

---

§ 4. — *Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel*

Violation des  
droits ou  
privilèges

**66.** Toute violation des droits ou privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres peut être signalée à l'Assemblée.

---

Modalités de  
l'intervention

**67.** L'intervention doit se rapporter aux droits ou privilèges que la loi ou la tradition reconnaissent soit à l'Assemblée, soit aux députés.

---

Explications  
brèves

**68.** Le député qui signale la violation d'un droit ou d'un privilège doit se limiter à de brèves explications, qui ne font l'objet d'aucun débat.

---

Signalement  
d'une violation  
après le fait

**69.** Le député qui constate une violation de droit ou de privilège peut la signaler tout de suite après le fait.

---

Avis du  
Président

Il peut aussi aviser par écrit le Président, au plus tard une heure avant la période des affaires courantes, de son intention de la soulever.

---

L'avis doit indiquer le droit ou le privilège qu'il invoque et exposer brièvement les faits à l'appui de son intervention.

---

*Mesures suite  
à une  
violation*

**70.** Dans les cas prévus à l'article 309, le député qui désire présenter une motion pour que des mesures soient prises, doit l'indiquer soit au moment où il signale la violation de droit ou de privilège, soit dans l'avis donné au Président.

---

*Fait personnel*

**71.** Tout député peut, avec la permission du Président, s'expliquer sur un fait qui, sans constituer une violation de droit ou de privilège, le concerne en tant que membre de l'Assemblée. Il peut, notamment, relever l'inexactitude du compte rendu d'un de ses discours, nier des accusations portées contre lui dans une publication ou expliquer le sens de remarques qui ont été mal comprises.

Ses explications doivent être brèves et formulées de façon à ne susciter aucun débat. Il doit, une heure avant la période des affaires courantes, avoir remis au Président un avis exposant brièvement son intervention.

---

*Contenu de  
l'avis*

**72.** Lorsque l'intervention du député est provoquée par un écrit, il doit joindre copie de cet écrit à l'avis qu'il transmet au Président. S'il s'agit de paroles, leur transcription doit accompagner l'avis.

---

*Collègue  
absent*

**73.** Tout député peut également donner des explications sur un fait qui concerne un de ses collègues absents.

---

## § 5. — Questions et réponses orales

*Durée de la  
période  
de questions*

**74.** La période consacrée aux questions que les députés posent aux ministres dure au plus quarante-cinq minutes.

*Affaires d'in-  
térêt public*

**75.** Les questions doivent porter sur des affaires d'intérêt public, ayant un caractère d'actualité ou d'urgence, qui relèvent d'un ministre ou du gouvernement. Toute autre question doit être inscrite au feuillet.

*Forme des  
questions*

**76.** Les questions doivent être brèves. Un court préambule est permis pour les situer dans leur contexte.

*Questions  
interdites*

**77.** Les questions ne peuvent:

1° comporter ni expression d'opinion, ni argumentation;

2° être fondées sur des suppositions;

3° viser à obtenir un avis professionnel ou personnel;

4° suggérer la réponse demandée;

5° être formulées de manière à susciter un débat.

*Questions  
complémentaires*

**78.** Il est permis de poser une ou plusieurs questions complémentaires. Elles doivent être brèves, précises et sans préambule. Elles doivent se rattacher

---

à la question principale ainsi qu'aux réponses fournies par le gouvernement. Il appartient au Président d'en déterminer le nombre.

---

*Réponse*

**79.** La réponse à une question doit être brève, se limiter au point qu'elle touche et ne contenir ni expression d'opinion ni argumentation. Elle doit être formulée de manière à ne susciter aucun débat.

---

*Réponse  
différée*

**80.** Le ministre à qui une question est posée peut y répondre à l'issue de la période de questions ou au cours d'une séance subséquente.

---

*Avis au  
Président*

Si le ministre décide d'y répondre au cours d'une séance subséquente, il doit en aviser par écrit le Président, au moins une heure avant la période des affaires courantes de cette séance. Le Président fait part de cet avis à l'Assemblée au début de la période de questions. Le Président réserve, après la période de questions, le temps nécessaire à la réponse du ministre. Il peut ensuite accorder une question complémentaire.

---

*Réponse  
insatisfaisante*

**81.** Aucun rappel au règlement ne peut être fondé sur l'opinion que la réponse à une question posée à un ministre est insatisfaisante.

---

*Refus de  
répondre*

**82.** Le ministre auquel une question est posée peut refuser d'y répondre, notamment:

1° s'il juge contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés;

---

2° si les renseignements ne peuvent être colligés qu'à la suite d'un travail considérable que leur utilité ne justifie pas.

Il doit refuser d'y répondre si sa réponse aurait pour effet de contrevenir aux paragraphes 2 et 3 de l'article 35.

Le refus de répondre ne peut être discuté.

---

### § 6. — *Votes reportés*

*Votes  
reportés*

**83.** Tout vote reporté à une séance subséquente a lieu à la période des affaires courantes. Cinq minutes avant la fin de la période de questions, l'annonce de l'appel nominal est faite dans tous les locaux de l'Assemblée.

---

### § 7. — *Motions sans préavis*

*Motions  
sans préavis*

**84.** Les motions touchant les travaux de l'Assemblée et ne requérant pas de préavis sont prévues par la loi et le présent règlement.

*Dispense  
de préavis*

Malgré l'article 180, tout député peut présenter sans préavis une motion de fond.

*Consentement  
unanime*

Cette motion ne peut toutefois être débattue que du consentement unanime de l'Assemblée et chaque député ne peut en présenter qu'une au cours d'une séance.

---

§ 8. — *Avis touchant les travaux des commissions*

*Avis touchant  
les travaux  
des commis-  
sions*

**85.** Le leader du gouvernement communique à l'Assemblée les avis concernant les travaux des commissions siégeant en vertu d'un mandat de l'Assemblée.

Le Président communique à l'Assemblée les avis concernant les travaux des commissions siégeant en vertu d'un mandat qu'elles se sont donné.

---

§ 9. — *Renseignements sur les travaux de l'Assemblée*

*Renseigne-  
ments sur  
les travaux*

**86.** Le leader du gouvernement peut, d'office ou à la demande d'un député, communiquer à l'Assemblée des renseignements sur ses travaux.

Les demandes de renseignements doivent porter sur des affaires inscrites au feuillet.

---

## SECTION 7

### AFFAIRES DU JOUR

---

#### § 1. — *Affaires prioritaires*

*Ordre des  
affaires  
prioritaires*

**87.** Les affaires prioritaires sont, par ordre de préséance:

- 1° le discours d'ouverture de la session et, dans le cadre du débat qui s'ensuit, les discours des chefs de groupes parlementaires ou de leurs représentants;
- 2° les motions relatives à des violations de droits ou de privilèges;
- 3° les motions portant sur l'intégrité du Parlement ou de ses membres;
- 4° le discours du budget et, dans le cadre du débat qui s'ensuit, les discours des chefs de groupes parlementaires ou de leurs représentants;
- 5° la suite du débat sur le discours du budget;
- 6° le débat restreint sur les rapports des commissions ayant étudié les crédits budgétaires;
- 7° la suite du débat sur le discours d'ouverture;
- 8° les motions de censure.

Les affaires prévues aux paragraphes 1 et 4 suspendant les travaux des commissions.

---

## § 2. — Débats d'urgence

*Demande  
d'un débat  
d'urgence*

**88.** Tout député peut demander la tenue d'un débat d'urgence sur un sujet précis, d'importance particulière, qui relève de l'Assemblée et qui ne peut ou n'aurait pu être discuté autrement. La demande ne doit être accompagnée que de brèves explications.

---

*Avis au  
Président*

**89.** Le député doit, au plus tard une heure avant la période des affaires courantes, remettre un avis écrit de sa demande au Président.

---

*Recevabilité*

**90.** Le Président décide sans discussion si la demande est recevable.

---

*Temps de  
parole*

**91.** Si la demande est reçue, les députés ont un temps de parole de dix minutes, sauf le député qui a demandé le débat et le représentant du gouvernement, qui peuvent parler vingt minutes chacun. Il n'y a pas de réplique.

---

*Fin du débat*

**92.** Le débat se termine au plus tard à 18 heures et n'entraîne aucune décision de l'Assemblée. S'il prend fin plus tôt, l'Assemblée poursuit l'étude des affaires du jour.

En juin et décembre, le débat prend fin trois heures après l'heure fixée pour l'ouverture de la séance.

---

*Nombre de  
débat*

**93.** Au cours d'une même séance, il ne peut être demandé plus de deux débats et il ne peut en être tenu qu'un.



---

### § 3. — *Débats sur les rapports de commissions*

*Prise en  
considération  
des rapports*

**94.** Les rapports de commissions autres que ceux portant sur des projets de loi doivent être pris en considération dans les quinze jours suivant leur dépôt à l'Assemblée.

---

*Débat  
restreint*

**95.** Le leader du gouvernement indique le rapport qui fera l'objet d'un débat.

Ce débat restreint dure au plus une heure. Aucun amendement n'est recevable.

---

### § 4. — *Autres affaires inscrites au feuillet*

*Affaire qui  
fera l'objet  
d'un débat*

**96.** Le leader du gouvernement indique l'affaire inscrite au feuillet qui fera l'objet d'un débat.

---

### § 5. — *Affaires inscrites par les députés de l'opposition*

*Débat sur  
une affaire  
inscrite par  
un député de  
l'opposition*

**97.** Le mercredi, après les affaires courantes, les débats sur les affaires inscrites par les députés des groupes parlementaires d'opposition ou par les députés indépendants ont lieu immédiatement après les affaires prioritaires et les débats d'urgence, le cas échéant. Chaque débat dure au plus deux séances consécutives du mercredi et se termine par le vote de l'Assemblée. Cette disposition ne s'applique pas en juin et décembre.

---

*Temps de  
parole*

À chaque débat, l'auteur de la motion et le représentant du gouvernement ont un seul temps de parole de trente minutes, et les autres députés, de dix minutes, qu'ils parlent sur l'affaire inscrite ou sur un amendement. L'auteur de la motion a droit à une réplique de dix minutes.

*Ordre des  
affaires*

Le Président peut déterminer l'ordre dans lequel les affaires sont débattues, en tenant compte de leur ordre d'inscription au feuillet, de l'alternance entre les groupes parlementaires et de la présence de députés indépendants.

---

## SECTION 8

### AJOURNEMENT

---

#### § 1. — Ajournement du débat

*Ajournement  
du débat*

**98.** L'ajournement du débat peut être proposé à tout moment de la séance. Il ne peut l'être qu'une seule fois, sauf par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement. Une telle motion ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

*Temps de  
parole et  
réplique*

**99.** L'auteur de la motion et un représentant de chaque groupe parlementaire ont chacun un temps de parole de dix minutes. L'auteur de la motion a droit à une réplique de cinq minutes.

*Reprise  
du débat*

**100.** Si la motion est adoptée, son auteur est entendu le premier à la reprise du débat. Il peut choisir de reporter son intervention si elle n'était pas commencée au moment de l'ajournement. Dans le cas contraire, il doit la poursuivre dès la reprise, sinon elle est considérée comme terminée.

---

#### § 2. — Ajournement de l'Assemblée

*Ajournement  
de l'Assemblée*

**101.** Le Président lève la séance à l'heure prévue. Le débat est automatiquement ajourné; toute motion tendant à écarter ou à différer la discussion de l'affaire en cours, à l'exception des motions de report ou de scission, devient alors caduque.

---

Lorsqu'un vote a lieu, le Président ne suspend ou lève la séance qu'après en avoir proclamé le résultat.

---

*Ajournement  
après la  
commission  
plénière*

**102.** Lorsque l'Assemblée siège en commission plénière, le Président ne lève la séance qu'après réception du rapport de la commission.

---

*Ajournement  
demandé par  
un ministre*

**103.** Une motion d'ajournement de l'Assemblée ne peut être présentée qu'au cours de la période des affaires du jour lorsque l'Assemblée n'est saisie d'aucune affaire. Cette motion, présentée par le leader du gouvernement, ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

*Ajournement  
le mercredi*

Toutefois, le mercredi, après les affaires courantes, aucune motion d'ajournement de l'Assemblée ne peut être présentée avant la fin des débats sur les affaires inscrites par les députés de l'opposition.

---

*Temps  
de parole*

**104.** L'auteur de la motion a un temps de parole de dix minutes. Il en est de même pour le représentant de chaque groupe parlementaire d'opposition.

*Réplique*

L'auteur a droit à une réplique de cinq minutes.

---

*Ajournement  
pour plus  
de 15 jours*

**105.** Si la motion propose l'ajournement de l'Assemblée pour une période de plus de quinze jours, elle fait l'objet d'un débat restreint.

---

## SECTION 9

### COMMISSION PLÉNIÈRE

---

*Commission plénière*

**106.** À la période des affaires du jour, le leader du gouvernement peut, sur motion sans préavis et non débattue, proposer que l'Assemblée se constitue en commission plénière.

*Président*

**107.** Le Président de l'Assemblée désigne le président de la commission plénière.

*Rapport*

**108.** Lorsque a pris fin l'étude d'une affaire soumise à la commission plénière, le président de la commission fait rapport au Président de l'Assemblée sans que soient consultées ni la commission ni l'Assemblée.

*Suspension*

**109.** Si l'affaire envoyée en commission plénière n'a pas été examinée en entier à l'heure prévue pour la suspension de la séance, le président de la commission quitte le fauteuil et la séance est suspendue.

Toutefois, le mercredi, sauf en juin et décembre, le président de la commission, à moins qu'un vote ne soit en cours, se lève sans consulter celle-ci et avise le Président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer. Les travaux de la commission sont alors ajournés à une séance subséquente.

*Ajournement*

**110.** Si l'affaire envoyée en commission plénière n'a pas été examinée en entier à l'heure prévue

---

pour lever la séance, le président de la commission, à moins qu'un vote ne soit en cours, se lève sans consulter celle-ci et avise le Président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer. Les travaux de la commission sont alors ajournés à une séance subséquente et le Président lève la séance.

---

*Permission  
de siéger  
à nouveau*

**111.** Tout député peut, sans préavis, proposer de faire rapport à l'Assemblée que la commission plénière n'a pas fini de délibérer et qu'elle demande la permission de siéger à nouveau.

---

*Débat*

**112.** Cette motion ne peut être faite qu'une fois au cours d'une séance, sauf par un ministre. Elle peut faire l'objet d'un débat au cours duquel son auteur et un représentant de chaque groupe parlementaire ont chacun un temps de parole de dix minutes. La motion ne peut être amendée.

L'auteur a droit à une réplique de cinq minutes.

---

## CHAPITRE III

### COMMISSIONS

#### SECTION 1

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

---

*Composition  
de la  
commission*

**113.** La commission de l'Assemblée nationale est composée:

- 1° du Président de l'Assemblée nationale, qui la préside;
- 2° des vice-présidents;
- 3° des leaders et des whips des groupes parlementaires;
- 4° des présidents des commissions permanentes, à compter de leur élection.

---

*Fonctions*

**114.** La commission, outre les fonctions que lui confèrent la loi et le présent règlement:

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un organisme public et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;

- 
- 3° autorise les commissions à siéger ailleurs qu'à l'Hôtel du Parlement;
  - 4° entend, chaque année, le Directeur général des élections, le Vérificateur général et le Protecteur du citoyen;
  - 5° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.



---

## SECTION 2

### DÉNOMINATION ET COMPÉTENCE DES COMMISSIONS

---

<i>Dénomination</i>	<b>115.</b> Outre la commission de l'Assemblée nationale, il y a huit commissions permanentes de l'Assemblée. Leur dénomination et leur compétence sont les suivantes:
<i>Institutions</i>	1° Commission des institutions:  Présidence du Conseil exécutif, justice, relations intergouvernementales et constitution;
<i>Budget et administration</i>	2° Commission du budget et de l'administration:  Finances, budget, comptes publics, administration du gouvernement, fonction publique et relations avec les citoyens;
<i>Affaires sociales</i>	3° Commission des affaires sociales:  Famille, santé, services sociaux et communautaires, condition féminine, habitation, consommation et sécurité du revenu;
<i>Économie et travail</i>	4° Commission de l'économie et du travail:  Industrie, commerce, tourisme, travail, science, technologie, énergie et ressources;
<i>Agriculture, pêcheries et alimentation</i>	5° Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation:  Agriculture, pêcheries et alimentation;

---

<i>Aménagement et équipements</i>	6° Commission de l'aménagement et des équipements:  Collectivités locales, aménagement, transport, travaux publics, environnement, loisirs, chasse et pêche;
<i>Éducation</i>	7° Commission de l'éducation:  Éducation, main-d'oeuvre et formation professionnelle;
<i>Culture</i>	8° Commission de la culture:  Culture, communication, communautés culturelles et immigration.

---

<i>Mandats confiés par l'Assemblée</i>	<b>116.</b> À la demande de l'Assemblée, les commissions étudient:  1° les projets de loi;  2° les crédits budgétaires;  3° toute autre matière qui leur est confiée.
--	---

---

<i>Mandats d'initiative</i>	<b>117.</b> De leur propre initiative, les commissions étudient:  1° les projets de règlement et les règlements;  2° les orientations, les activités et la gestion des organismes publics;  3° les engagements financiers;  4° toute autre matière d'intérêt public.
-----------------------------	--

---

## SECTION 3

### COMPOSITION

---

*Composition  
d'une com-  
mission*

**118.** Chaque commission est composée d'au moins dix députés, y compris son président et son vice-président.

Ils sont nommés pour deux ans.

*Critères à  
respecter*

**119.** La composition des commissions doit refléter l'importance numérique des groupes parlementaires et tenir compte de la présence de députés indépendants à l'Assemblée.

*Membre  
d'une seule  
commission*

**120.** Un député ne peut être membre que d'une commission.

*Dérogation*

Il ne peut être dérogé à cette règle que si l'application de l'article 119 l'exige.

*Ministre*

**121.** Un ministre peut être membre d'une commission pour la durée d'un mandat si la motion d'envoi adoptée par l'Assemblée l'indique.

*Membre de  
plein droit*

**122.** Le ministre ou le député qui présente un projet de loi est membre de plein droit de la commission qui l'étudie.

*Présidents*

**123.** Cinq commissions sont présidées par des députés du groupe formant le gouvernement et trois par des députés de l'opposition.

**124.** Dans les quinze premiers jours de la première session d'une législature, et au besoin pendant celle-ci, la commission de l'Assemblée nationale se réunit pour choisir les commissions qui seront présidées par un député du groupe formant le gouvernement et celles qui le seront par un député de l'opposition. Elle détermine également la composition des commissions et fixe la date de leur première réunion. Ces décisions sont prises à l'unanimité.

Le Président fait rapport de cette réunion à l'Assemblée, qui se prononce immédiatement sur motion d'un vice-président.

**125.** À défaut d'accord sur la répartition des présidences de commissions, les groupes parlementaires choisissent dans l'ordre suivant les commissions qu'ils veulent voir présider par un de leurs députés:

- 1er et 2e choix: groupe formant le gouvernement;
- 3e choix: opposition officielle;
- 4e choix: groupe formant le gouvernement;
- 5e choix: opposition officielle;
- 6e choix: groupe formant le gouvernement;
- 7e choix: groupe d'opposition autre que  
l'opposition officielle, le cas  
échéant;
- 8e choix: groupe formant le gouvernement;

---

*Remplacement  
permanent*

**126.** Tout remplacement permanent dans la composition d'une commission est proposé à l'Assemblée sur motion sans préavis et non débattue.

---

*Remplacement  
temporaire*

**127.** Le remplacement temporaire d'un membre ne vaut que pour la durée de l'examen d'une affaire. La commission doit en être informée dès le début de ses travaux sur cette affaire.

---

*Remplacement  
pour une  
séance*

**128.** Exceptionnellement, lorsqu'une commission exécute un mandat confié par l'Assemblée, un de ses membres peut être remplacé pour la durée d'une séance. La commission doit en être informée dès le début de la séance.

---

*Participation  
d'un  
non-membre*

**129.** Le député qui n'est pas membre d'une commission peut, avec la permission de cette dernière, participer à ses délibérations, mais ne peut y voter ni y présenter de motion.

Cette permission n'est pas requise lorsqu'une commission étudie les crédits.

---

*Participation  
d'un député  
indépendant*

**130.** Tout député indépendant peut participer sans droit de vote aux travaux d'une commission qui étudie un projet de loi.

---

## SECTION 4

### PRÉSIDENTS, VICE-PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES

---

<i>Élections</i>	<b>131.</b> Au début de la première session de chaque législature, et au besoin pendant celle-ci, les commissions élisent parmi leurs membres, pour deux ans, un président et un vice-président.
<i>Modalités</i>	<b>132.</b> Le président et le vice-président de chaque commission sont élus à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.
<i>Président de l'élection</i>	<b>133.</b> Le Président de l'Assemblée préside à l'élection de chaque président de commission.
<i>Élections des vice-présidents</i>	<b>134.</b> Chaque président préside à l'élection du vice-président de sa commission.  Ne sont pas éligibles que les membres n'appartenant pas au même groupe parlementaire que le président.
<i>Fonctions du président</i>	<b>135.</b> Le président organise et anime les travaux de sa commission, prend part à ses délibérations et a voix prépondérante en cas de partage.
<i>Président de séance</i>	<b>136.</b> Les débats d'une commission, à la demande de son président ou par décision de l'Assemblée lorsqu'elle lui confie un mandat sont dirigés par un président de séance. Celui-ci est désigné par le Président de l'Assemblée à partir d'une liste approuvée par la commission de l'Assemblée nationale.

---

<i>Remplacement</i>	<b>137.</b> En cas d'empêchement du président d'une commission ou à sa demande, le vice-président le remplace et exerce ses fonctions.
<i>Empêchement</i>	En cas d'empêchement du président et du vice-président, le secrétaire avise la commission, qui prend les mesures appropriées.
<i>Secrétaire</i>	<b>138.</b> Dans chaque commission, un fonctionnaire désigné par le Président de l'Assemblée agit à titre de secrétaire.

---

---

## SECTION 5

### CONVOCATION ET HORAIRE

---

---

*Heures des  
séances*

**139.** Les heures de séance des commissions sont les mêmes que celles où l'Assemblée peut se réunir. Les commissions peuvent en outre se réunir les mardi, jeudi et vendredi de 10 heures à 12 h 30. Elles ne siègent pas après minuit, même lorsque l'Assemblée le peut.

---

*Modification  
à l'horaire*

**140.** Toute commission peut, du consentement unanime de ses membres, modifier l'horaire de ses travaux.

---

*Nombre de  
commissions  
pouvant siéger*

**141.** Lorsque l'Assemblée tient séance, les commissions qui siègent à l'Hôtel du Parlement ne peuvent se réunir pendant la période des affaires courantes. Pendant celle des affaires du jour, trois commissions peuvent se réunir simultanément.

Lorsque l'Assemblée ne tient pas séance, quatre commissions peuvent se réunir simultanément.

---

*Envoi en  
commission*

**142.** L'Assemblée peut envoyer en commission l'étude de toute matière. Elle le fait soit sur une motion du leader du gouvernement, qui ne peut être amendée mais peut faire l'objet d'un débat restreint d'au plus une heure, soit sur motion d'un député de l'opposition, le mercredi après la période des affaires courantes. Le mandat confié par l'Assemblée est prioritaire.



---

*Convocation  
sur avis du  
leader*

**143.** La commission qui a reçu un mandat de l'Assemblée est convoquée par son président, sur avis du leader du gouvernement. L'avis, dont copie est adressée au Président de l'Assemblée, indique l'objet, la date, l'heure et l'endroit de la réunion. Si l'Assemblée tient séance, le leader du gouvernement l'avise de la convocation de la commission au moment prévu à la période des affaires courantes.

---

*Convocation  
à la demande  
du président*

**144.** Chaque commission se réunit sur avis transmis à ses membres par son secrétaire à la demande de son président, sauf s'il s'agit d'un mandat confié par l'Assemblée. L'avis indique l'objet, la date, l'heure et l'endroit de la réunion. Copie de cet avis est adressée au Président de l'Assemblée, aux leaders et aux whips des groupes parlementaires.

---

*Initiative de  
la commission*

**145.** Toute commission peut, sur motion d'un de ses membres, se saisir elle-même d'une affaire. Cette motion doit être adoptée à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

---

*Sous-commission*

**146.** Sur motion d'un de ses membres, une commission peut faire exécuter un mandat qu'elle a reçu ou s'est elle-même donné par une sous-commission composée de certains de ses membres. Cette motion doit être adoptée à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.

---

*Rapport de  
la sous-  
commission*

**147.** Toute sous-commission soumet son rapport à la commission qui l'a constituée.

---

*Débat res-  
treint*

Dans le cas d'un mandat confié par l'Assemblée, le rapport de la sous-commission fait l'objet d'un débat restreint d'au plus une heure, au cours duquel des amendements peuvent être proposés. La commission ne vote que sur les amendements. Elle fait ensuite rapport à l'Assemblée.

---

*Règles d'ap-  
plication*

**148.** Sauf dispositions incompatibles, les règles relatives aux commissions s'appliquent aux sous-commissions et les sous-commissions peuvent exercer tous les pouvoirs conférés aux commissions.

---

*Commission  
ou sous-com-  
mission mixte*

**149.** Avec l'approbation de la commission de l'Assemblée nationale, sur demande conjointe, plusieurs commissions ou sous-commissions peuvent respectivement former une commission ou une sous-commission mixte pour l'examen d'une affaire.

Les commissions décident en séance de travail de la possibilité de former une commission ou une sous-commission mixte.

---

## SECTION 6

### SÉANCES

---

*Règles d'application*

**150.** Sauf dispositions incompatibles, les règles relatives à l'Assemblée s'appliquent aux commissions.

*Dérégation*

**151.** Toute commission peut du consentement unanime de ses membres déroger aux règles relatives aux temps de parole.

*Quorum*

**152.** Le quorum des commissions est constitué de la majorité de leurs membres. Il est nécessaire à la validité d'un vote.

*Absence de quorum*

Une fois la séance déclarée ouverte, le quorum est présumé exister tant que son défaut n'a pas été signalé par un membre ou constaté par le résultat d'un vote. Dans ces cas, le président suspend la séance.

*Levée de la séance*

Si le quorum n'est pas rétabli dans un délai raisonnable, le président lève la séance.

*Vote*

**153.** Le vote se fait à main levée à moins qu'un membre n'exige l'appel nominal.

*Absence de préavis*

**154.** En commission, les motions ne requièrent pas de préavis.

*Séances publiques et séances de travail*

**155.** Toute commission siège en public, sauf lorsqu'il s'agit d'une séance de travail.

<i>Huis clos</i>	<b>156.</b> Toute commission peut décider de se réunir à huis clos, sur motion adoptée à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire.
<i>Levée du secret</i>	Le secret des témoignages entendus et des documents reçus par une commission siégeant à huis clos, ainsi que celui de ses délibérations, ne peuvent être levés que dans la mesure et dans les conditions déterminées par les intéressés et par la commission à l'unanimité de ses membres.
<i>Journal des débats</i>	<b>157.</b> Lorsque les commissions siègent en public pour l'exécution d'un mandat confié par l'Assemblée, par la loi ou par le règlement, leurs délibérations sont consignées au Journal des débats. Dans les autres cas, elles peuvent demander l'enregistrement de leurs délibérations.
<i>Procès-verbal</i>	Procès-verbal doit être fait de toute séance de commission.
<i>Dépôt de documents</i>	<b>158.</b> Un document ne peut être déposé en commission qu'avec la permission de son président.
<i>Audition d'un ministre</i>	<b>159.</b> Toute commission doit entendre un ministre qui demande à s'exprimer dans le cadre de l'examen d'une affaire.
<i>Convocation d'un ministre</i>	<b>160.</b> Lorsqu'une commission désire entendre un ministre, elle doit l'en aviser par écrit au moins quinze jours à l'avance.
<i>Avis</i>	L'avis doit indiquer l'objet, l'heure, la date et l'endroit des travaux de la commission.

---

## SECTION 7

### CONSULTATIONS

---

#### § 1. — Consultation générale

*Invitation à  
transmettre  
un mémoire*

**161.** Une commission peut, par avis publié à la Gazette officielle et dans les journaux par le secrétariat des commissions, inviter toute personne ou organisme qui le désire à lui transmettre, dans un délai minimum de trente jours, un mémoire exprimant son opinion. Ce mémoire doit être accompagné d'un bref résumé de son contenu et être transmis en 25 exemplaires au secrétariat des commissions.

*Auditions  
publiques*

**162.** La commission prend connaissance des mémoires en séance de travail. Elle peut décider de tenir des auditions publiques. Elle choisit, parmi les personnes et organismes qui lui ont fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra. Elle détermine la durée totale de chaque audition et la durée respective de l'exposé et des échanges avec la commission.

*Convocation*

**163.** Le secrétaire de la commission convoque au moins sept jours à l'avance, les personnes ou organismes qu'elle a choisi d'entendre. La convocation précise la date, l'heure, l'endroit et la durée totale de leur audition ainsi que le temps dont ils disposeront pour leur exposé.

*Temps consacré à l'étude  
des mémoires*

**164.** Le président partage entre les députés de la majorité et ceux de l'opposition le temps que la commission consacre à chaque personne ou orga-

---

nisme. Sous réserve de l'alternance, chaque député peut parler aussi souvent qu'il le désire, sans excéder dix minutes consécutives.

---

## § 2. — Consultations particulières

*Invitation  
spéciale*

**165.** Toute commission peut aussi, par invitation spéciale, solliciter l'opinion de personnes ou d'organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine qu'elle examine.

---

## SECTION 8

### RAPPORTS

---

---

#### *Rapport d'une commission*

**166.** Dès qu'une commission a terminé l'examen d'une affaire, elle doit, par l'entremise de son président ou d'un membre qu'il désigne, déposer son rapport à l'Assemblée.

---

#### *Rapport intérimaire*

**167.** Toute commission peut déposer un rapport intérimaire à l'Assemblée. Il ne peut être présenté à cette fin qu'une seule motion par séance.

---

#### *Conclusions et recommandations*

**168.** Au terme de l'examen d'une affaire qui lui a été confiée par l'Assemblée, toute commission dispose d'un jour franc pour déterminer en séance de travail les observations, conclusions et recommandations qu'elle entend déposer à l'Assemblée.

---

#### *Contenu du rapport*

**169.** Le rapport de la commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et, le cas échéant, de ses observations, conclusions et recommandations.

---

## SECTION 9

### COMMISSIONS SPÉCIALES

---

*Commissions  
spéciales*

**170.** L'Assemblée peut constituer des commissions spéciales. Elle détermine leur mandat et désigne leurs membres. Elle peut fixer la durée de leur mandat et désigner leur président et leur vice-président.

*Règles  
d'application*

Sauf décision contraire de l'Assemblée, les règles relatives aux commissions permanentes s'appliquent aux commissions spéciales.

*Fin de la  
commission*

Toute commission spéciale cesse d'exister au moment du dépôt de son rapport à l'Assemblée.



---

*TITRE II*  
**PROCÉDURE GÉNÉRALE**

---

## CHAPITRE PREMIER

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

*Procédure*      **171.** La procédure de l'Assemblée est régie:

1° par la loi;

2° par son règlement et ses règles de fonctionnement;

3° par les ordres qu'elle adopte.

---

*Précédents et usages*      **172.** Au besoin, la procédure est déterminée en tenant compte des précédents et des usages de l'Assemblée.

---

*Loi d'interprétation*      **173.** Sauf incompatibilité, les dispositions de la Loi d'interprétation s'appliquent au règlement.

---

*Suspension d'une règle*      **174.** Le leader du gouvernement ou un ministre peut proposer la suspension de toute règle de procédure prévue aux paragraphes 2 et 3 de l'article 171.

La motion doit indiquer le motif de la suspension et, s'il y a lieu, la règle qui s'appliquera.

Elle fait l'objet d'un débat restreint et ne peut être amendée ni scindée.

---

*Urgence*      **175.** La motion ne requiert pas de préavis si le motif invoqué est l'urgence.

**176.** Si la motion tend à permettre l'étude d'un projet de loi, celui-ci doit être distribué au moment où la motion est présentée.

---

## CHAPITRE II

### MOTIONS

#### SECTION 1

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

<i>Motion</i>	<b>177.</b> Le député qui désire proposer que l'Assemblée se prononce sur une question le fait par motion.
<i>Ordre ou résolution</i>	<b>178.</b> Toute motion adoptée devient soit un ordre, soit une résolution de l'Assemblée: un ordre quand l'Assemblée enjoint à une commission, à un député ou à toute autre personne de faire quelque chose; une résolution quand elle exprime une opinion ou une intention, affirme un fait ou un principe.
<i>Révocation</i>	Un ordre ou une résolution ne peuvent être révoqués que sur motion sans préavis d'un ministre.
	<b>179.</b> Toute motion est soit de fond, soit de forme.
<i>Motion de fond</i>	La motion de fond vise à saisir l'Assemblée d'une affaire.
<i>Motion de forme</i>	La motion de forme porte sur la façon de statuer sur une motion de fond ou porte sur la procédure de l'Assemblée.
<i>Préavis</i>	<b>180.</b> Sauf exception prévue par la loi et le présent règlement, le député qui désire présenter une motion doit en donner préavis.

---

Le préavis est constitué du texte complet de la motion. Celle-ci ne peut être présentée que le lendemain de son inscription au feuillet.

---

*Présentation*

**181.** La motion est présentée par le député qui en a donné préavis. Avec sa permission, un autre député peut la présenter à sa place. Un ministre peut toujours agir au nom d'un autre ministre.

---

*Motions écrites*

**182.** Les motions doivent être écrites, sauf celles dont les termes ne varient pas.

---

*Contenu  
prohibé*

**183.** Les motions ne doivent contenir ni exposé de motif ni argumentation.

---

*Motions  
présentées par  
un ministre*

**184.** Seul un ministre peut présenter une motion visant:

- 1° l'engagement de fonds publics;
- 2° l'imposition d'une charge aux contribuables;
- 3° la remise d'une dette envers l'État;
- 4° l'aliénation de biens appartenant à l'État.

---

*Exception*

Cette règle ne s'applique pas à une motion n'exprimant qu'une idée générale ou une opinion sur les matières énumérées ci-dessus.

---

*Refus d'un  
préavis ou  
d'une motion*

**185.** Le Président doit refuser tout préavis ou toute motion contraire au règlement.

---

*Correction*

Il peut en corriger la forme pour les rendre recevables.

---

*Caducité  
d'une partie  
de motion*

---

**186.** Lorsqu'en cours de débat une partie de motion devient caduque, la motion est viciée dans son ensemble.

*Retrait d'une  
motion*

**187.** L'auteur d'une motion ou, avec sa permission, un autre député peut en proposer le retrait.

Si elle n'a pas été mise en discussion, il le fait sur motion sans préavis et non débattue.

Si elle a été mise en discussion, le retrait fait l'objet d'un débat, au cours duquel l'auteur et un représentant de chaque groupe parlementaire ont un temps de parole de dix minutes. L'auteur a droit à une réplique de cinq minutes.

---

## SECTION 2

### AMENDEMENTS

---

---

*Amendements*      **188.** Sauf dispositions contraires, toute motion de fond peut être amendée.

---

*Contenu des amendements*      **189.** Les amendements doivent concerner le même sujet que la motion et ne peuvent aller à l'encontre de son principe. Ils ne visent qu'à retrancher, à ajouter ou à remplacer des mots.

---

*Recevabilité*      **190.** Tout amendement doit, au moment où il est proposé, sur motion sans préavis, être transmis au Président. Celui-ci décide de sa recevabilité.

---

*Effets d'un amendement*      **191.** Après l'adoption d'un amendement, le débat reprend sur la motion de fond telle qu'elle a été amendée. Elle peut faire l'objet d'un nouvel amendement.

---

*Sous-amendements*      **192.** Tout amendement peut faire l'objet de sous-amendements, proposés et débattus un à la fois. Ils sont soumis aux mêmes règles que les amendements.

---

*Mise aux voix*      **193.** Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ces derniers, avant la motion de fond.

---

---

## SECTION 3

### MOTION DE MISE AUX VOIX IMMÉDIATE

---

*Mise aux voix  
immédiate*

**194.** Si aucun amendement n'est proposé à une motion, tout député qui a la parole peut proposer qu'elle soit immédiatement mise aux voix. Cette motion ne peut être amendée.

*Rejet de la  
motion*

**195.** Le Président peut d'office rejeter une telle motion, s'il estime que le débat sur la motion de fond ne s'est pas indûment prolongé ou que les droits des députés seraient lésés par une mise aux voix immédiate.

*Temps de  
parole et ré-  
plique*

**196.** Le député qui a proposé la mise aux voix immédiate et un représentant de chaque groupe parlementaire ont un temps de parole de dix minutes. L'auteur de la motion a droit à une réplique de cinq minutes.



---

## SECTION 4

### MOTION DE SCISSION

---

---

*Motion de  
scission*

**197.** Toute motion de fond peut, sur motion sans préavis, être scindée lorsqu'elle contient plusieurs principes pouvant faire chacun l'objet d'une motion distincte. La motion de scission doit indiquer de quelle façon celle-ci s'effectue.

---

*Recevabilité*

**198.** Le Président décide si la motion peut être scindée; auquel cas elle fait l'objet d'un débat restreint, suivi du vote de l'Assemblée.

---

*Mise aux voix*

**199.** Chaque partie d'une motion scindée est discutée et mise aux voix séparément, dans l'ordre où elle se trouvait dans la motion originale.

---

*Priorité*

**200.** La motion de scission a priorité sur la motion en discussion.

---

## CHAPITRE III

### DÉBATS

#### SECTION 1

#### TEMPS DE PAROLE

---

*Temps de  
parole*

**201.** Sauf dispositions contraires, le député qui a la parole peut s'exprimer pendant vingt minutes.

Cependant, son temps de parole est de dix minutes pour une motion de forme.

---

*Auteur d'une  
motion, Pre-  
mier ministre  
et chefs de  
groupes*

**202.** Sauf dispositions contraires, l'auteur d'une motion, le Premier ministre et les autres chefs de groupes parlementaires, ou leurs représentants, ont un temps de parole d'une heure pour les motions de fond et de trente minutes pour les motions de forme.

---

## SECTION 2

### DÉBATS RESTREINTS

---

*Durée d'un  
débat restreint*

**203.** Sauf dispositions contraires, la durée d'un débat restreint est d'au plus deux heures. À la suite d'une réunion avec les leaders, le Président répartit le temps de parole entre les groupes, en tenant compte de la présence de députés indépendants.

---

## SECTION 3

### PERTINENCE

---

*Règle de la  
pertinence*

**204.** Tout discours doit porter sur le sujet en discussion.

---

## SECTION 4

### EXPLICATIONS

---

*Explications  
sur un dis-  
cours*

**205.** Tout député estimant que ses propos ont été mal compris ou déformés peut donner de très brèves explications sur le discours qu'il a prononcé.

*Contenu des  
explications*

Il doit donner ces explications immédiatement après l'intervention qui les suscite. Elles ne doivent apporter aucun élément nouveau à la discussion, ni susciter de débat.

*Question sui-  
vante à une in-  
tervention*

**206.** Tout député peut demander la permission de poser une question au député qui vient de terminer une intervention. La question et la réponse doivent être brèves.

---

## SECTION 5

### CITATION DE DOCUMENT

---

*Dépôt d'un  
document cité*

**207.** Lorsqu'un ministre cite, même en partie, un document, tout député peut lui demander de le déposer immédiatement. Le ministre doit s'exécuter, sauf s'il juge que cela serait contraire à l'intérêt public.

---

## SECTION 6

### DROIT DE RÉPLIQUE

---

<i>Droit de ré- plique</i>	<b>208.</b> Outre les droits de réplique prévus au présent règlement, le député qui a proposé une motion de fond dispose d'un droit de réplique.
<i>Durée du droit de réplique</i>	<b>209.</b> Sauf dispositions contraires, le droit de réplique est de vingt minutes.
<i>Absence de réplique</i>	<b>210.</b> En commission, il n'y a aucun droit de réplique.
<i>Effet de la réplique</i>	<b>211.</b> La réplique clôt le débat.

---

---

## CHAPITRE IV

### MISE AUX VOIX

---

*Vote, quorum*      **212.** L'Assemblée se prononce par vote.

Le quorum est requis pour que le vote soit valide.

---

*Main levée  
ou appel nominal*      **213.** Le vote se fait à main levée ou, si cinq députés l'exigent, par appel nominal.

---

*Lecture d'une  
motion*      **214.** Avant de mettre une motion aux voix, le Président en donne lecture.

---

*Vote sur un  
amendement*      **215.** À moins que le texte ait été distribué aux députés, le Président, au moment du vote sur un amendement, donne successivement lecture de la motion, de l'amendement et de la motion telle qu'elle se lirait une fois amendée.

*Vote sur un  
sous-amendement*      Il procède de même pour un sous-amendement.

---

*Report d'un  
vote*      **216.** À la demande du leader du gouvernement, le Président peut reporter un vote par appel nominal plus tard au cours de la même séance. Il peut aussi reporter le vote à la période des affaires courantes de la séance suivante.

*Exceptions*      Le présent article ne s'applique pas à une motion d'ajournement ni à une motion de mise aux voix immédiate.



<i>Annnonce</i>	<b>217.</b> Cinq minutes avant le moment prévu pour la tenue d'un vote par appel nominal, l'annonce en est faite dans tous les locaux de l'Assemblée. Cette annonce interrompt les travaux des commissions.
<i>Mise aux voix</i>	Le Président met la motion aux voix lorsqu'il juge que le délai d'appel a été suffisant.
<i>Conduite lors d'un vote</i>	<b>218.</b> Lorsque a lieu un vote par appel nominal, il est interdit d'entrer dans la Chambre après la mise aux voix et d'en sortir avant la proclamation du résultat.
<i>Déroulement du vote</i>	<b>219.</b> Le Président invite successivement à se lever les députés favorables à la motion, ceux qui s'y opposent et ceux qui s'abstiennent.
<i>Résultat</i>	Les députés se lèvent tour à tour. Le Secrétaire général communique le résultat au Président, qui le proclame à l'Assemblée.
<i>Intervention pendant un vote</i>	<b>220.</b> Pendant un vote, les députés ne peuvent prendre la parole que pour faire un rappel au règlement ou pour signaler une violation de droit ou de privilège.
<i>Dissidence ou abstention</i>	<b>221.</b> Lorsque a lieu un vote à main levée, tout député peut exiger que le procès-verbal de la séance fasse état de sa dissidence ou de son abstention, ou indique que l'adoption n'a pas été unanime.

---

*TITRE III*

**PROCÉDURE LÉGISLATIVE**

---

## CHAPITRE PREMIER

### PROJETS DE LOI

#### SECTION 1

##### ÉTAPES

---

*Étapes  
d'un  
projet  
de loi*

**222.** L'étude d'un projet de loi comporte les cinq étapes suivantes:

1<sup>o</sup> présentation;

2<sup>o</sup> adoption du principe;

3<sup>o</sup> étude détaillée en commission;

4<sup>o</sup> prise en considération du rapport de la commission;

5<sup>o</sup> adoption.

---

*Séance  
distincte*

**223.** Chaque étape doit avoir lieu à une séance distincte.

*Étapes  
à la  
même  
séance*

Toutefois, l'adoption du principe et l'étude détaillée en commission peuvent avoir lieu au cours de la même séance.

Si l'étude détaillée a été confiée à la commission plénière, l'adoption de son rapport peut également avoir lieu au cours de la même séance.

---

*Vote reporté*

**224.** La tenue d'un vote reporté, à la séance suivante, n'empêche pas d'aborder au cours de cette séance l'étape suivante de l'étude du projet de loi.

---

## SECTION 2

### PRÉSENTATION

---

*Préavis*                    **225.** Le député qui désire présenter un projet de loi doit en donner préavis au feuillet au plus tard la veille de sa présentation.

*Copie au  
Président*                    Le préavis est constitué du titre du projet de loi. Le député en fait parvenir copie au Président avant la période des affaires courantes.

---

*Présentation*                    **226.** À l'étape prévue des affaires courantes, le député présente le projet à l'Assemblée en donnant lecture des notes explicatives qui l'accompagnent ou en les résumant. Celles-ci doivent exposer sommairement l'objet du projet de loi et ne contenir ni argumentation ni exposé de motif.

---

*Mise aux voix*                    **227.** Le Président met aux voix sans débat la motion proposant à l'Assemblée de se saisir du projet de loi.

---

*Envoi à une  
commission  
pour consultation*                    **228.** Le leader du gouvernement peut faire une motion sans préavis pour envoyer le projet à une commission, afin que celle-ci consulte les personnes et organismes qui désirent faire connaître leur opinion dans le cadre d'une consultation générale. Cette motion n'est pas débattue.

---

## SECTION 3

### ADOPTION DU PRINCIPE

---

<i>Adoption du principe</i>	<b>229.</b> Le débat sur l'adoption du principe du projet de loi est inscrit aux affaires du jour de la séance suivant soit sa présentation, soit le rapport de la commission.
<i>Début du débat</i>	<b>230.</b> Le débat sur le principe d'un projet de loi ne peut commencer moins d'une semaine après sa présentation.
<i>Exception</i>	Cette disposition ne s'applique pas durant la semaine suivant le deuxième mardi de mars et le troisième mardi d'octobre ou lorsque sont tenues des séances extraordinaires.
<i>Réimpression</i>	<b>231.</b> Si le projet a été envoyé en commission après sa présentation et que le rapport recommande sa réimpression, le débat sur son principe ne peut commencer avant que le texte réimprimé ne soit disponible.
<i>Débat sur le principe</i>	<b>232.</b> Le débat porte exclusivement sur l'opportunité du projet de loi, sur sa valeur intrinsèque, ou sur tout autre moyen d'atteindre les mêmes fins.
<i>Temps de parole et réplique</i>	Le ministre ou le député qui le présente a un temps de parole d'une heure et a droit à une réplique de vingt minutes.
<i>Motion de report</i>	<b>233.</b> Seul est recevable un amendement visant à reporter l'adoption du principe. Il n'y a pas de sous-amendement.

---

*Débat res-  
treint*

La motion de report fait l'objet d'un débat restreint.

---

*Motion de  
scission*

**234.** Lorsqu'un projet de loi contient plusieurs principes, il peut, avant leur adoption, faire l'objet d'une motion de scission. Si elle est adoptée, les projets de loi résultant de la scission doivent être réinscrits à l'étape de la présentation.

---

*Débat res-  
treint*

Une telle motion ne peut être faite qu'une fois, sauf par un ministre. Elle ne peut être amendée et fait l'objet d'un débat restreint.

---

*Mise aux voix  
sans débat*

**235.** À moins que cinq députés ne s'y opposent, le leader du gouvernement peut proposer, sur motion sans préavis et non débattue, que la motion d'adoption du principe soit mise aux voix sans débat.

---

## SECTION 4

### ÉTUDE DÉTAILLÉE EN COMMISSION

---

*Envoi à une  
commission  
pour étude  
détaillée*

**236.** Après l'adoption du principe du projet de loi, le leader du gouvernement propose sans préavis de l'envoyer à la commission compétente ou en commission plénière pour étude détaillée.

Cette motion n'est pas débattue.

---

*Étude article  
par article*

**237.** La commission saisie étudie chaque article du projet de loi et les débats portent sur les détails du projet. Les amendements doivent se rapporter à son objet et être conformes à son esprit et à la fin qu'il vise.

*Consultations  
particulières*

Avant l'étude détaillée, la commission peut procéder à des consultations particulières.

---

*Temps de  
parole*

**238.** Le temps de parole de vingt minutes dont disposent les membres de la commission vaut pour chaque article, alinéa ou paragraphe d'un projet de loi, chaque amendement ou sous-amendement ou chaque article qu'on propose de modifier ou d'ajouter dans une loi existante. Ce temps de parole peut être utilisé en une ou plusieurs interventions.

---

*Temps de  
parole*

**239.** Le ministre ou le député qui présente un projet de loi, outre le temps de parole dont il dispose au même titre que les autres intervenants, a droit à un temps de parole de cinq minutes après chaque intervention.

---

*Discussion  
sur le  
principe*

**240.** Lorsque le principe d'un projet de loi a été adopté sans débat, chaque membre de la commission peut, au début de ses travaux, s'exprimer sur son principe et sa teneur générale.

---

*Contenu du  
rapport*

**241.** Le rapport de la commission est constitué du procès-verbal de ses travaux et du texte du projet de loi tel qu'elle l'a adopté.

Dans le cas où l'étude détaillée a lieu en commission plénière, le rapport est constitué par le texte du projet de loi tel qu'il a été adopté en commission. Il est mis aux voix sans débat et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente.

---

*Accord sur  
le moment  
du dépôt  
du rapport*

**242.** Le leader du gouvernement peut demander au Président de convoquer les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la commission devrait être déposé à l'Assemblée. Le Président fait part à l'Assemblée s'il y a eu ou non accord des leaders.

---

*Adoption de  
l'accord par  
l'Assemblée*

**243.** S'il y a eu accord, le leader du gouvernement fait alors une motion sans préavis pour que l'Assemblée adopte l'accord et en fasse un ordre. Cette motion est mise aux voix immédiatement, sans débat.



**244.** Si aucun accord n'a pu être conclu, le leader du gouvernement peut alors faire une motion indiquant le moment où la commission devra mettre fin à ses travaux et faire rapport à l'Assemblée. Cette motion sans préavis, qui ne peut être amendée, fait l'objet d'un débat à une séance suivante. Au terme de ce débat, le leader du gouvernement a droit à une réplique de dix minutes.

---

## SECTION 5

### PRISE EN CONSIDÉRATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

---

<i>Dépôt du rapport et dépôt d'amendements</i>	<b>245.</b> Le jour du dépôt du rapport d'une commission qui a étudié un projet de loi en détail, tout député peut, au plus tard à 22 heures, transmettre au bureau du Secrétaire général, copie des amendements qu'il entend y proposer.
<i>Recevabilité</i>	Le Président décide de la recevabilité des amendements et les choisit de façon à en éviter la répétition. Le Secrétaire général en transmet sans délai copie à chaque leader d'un groupe parlementaire. Aucun sous-amendement ne peut être proposé.
<i>Moment de la prise en considération</i>	<b>246.</b> L'Assemblée peut prendre en considération le rapport de la commission à la séance suivant son dépôt.
<i>Organisation du débat</i>	À la suite d'une réunion avec les leaders des groupes parlementaires, le Président organise la mise aux voix des amendements proposés.
<i>Temps de parole</i>	Les temps de parole sont ceux prévus pour une motion de forme. Le ministre ou le député qui présente le projet de loi peut intervenir au plus cinq minutes après chaque discours.
<i>Mise aux voix</i>	<b>247.</b> Le débat terminé, les amendements sont mis aux voix successivement, de la manière indiquée par le Président. Les amendements adoptés sont intégrés au rapport, qui est ensuite mis aux voix.

**248.** Le ministre estimant qu'un projet de loi qu'il a présenté doit être réimprimé en raison des modifications qui y ont été apportées peut faire une motion sans préavis à cet effet. Cette motion n'est pas débattue.

---

## SECTION 6

### ADOPTION

---

#### *Adoption*

**249.** Le débat sur la motion d'adoption d'un projet de loi est restreint à son contenu. Aucun amendement n'est recevable.

#### *Temps de parole*

La durée des discours est de dix minutes. Le ministre ou le député qui présente le projet de loi et les chefs de groupes parlementaires ou leurs représentants ont un temps de parole d'une heure.

#### *Réplique*

Le ministre ou le député qui présente le projet de loi a droit à une réplique de vingt minutes.

---

#### *Envoi en commission plénière*

**250.** Au cours du débat, celui qui présente le projet de loi peut faire une motion sans préavis pour qu'il soit envoyé en commission plénière, en vue de l'étude des amendements qu'il indique. Le débat sur cette motion se limite à de brèves explications de la part de l'auteur et à de brefs commentaires de la part d'un représentant de chaque groupe parlementaire.

#### *Étude de l'amendement*

La motion est mise aux voix immédiatement, sans amendement. En commission plénière, l'étude doit se limiter à l'amendement proposé.

---

## CHAPITRE II

# PROJET DE LOI MODIFIANT PLUSIEURS LOIS

---

*Projet de loi  
relevant de  
plusieurs  
commissions*

**251.** Le gouvernement peut présenter un projet de loi ayant pour seul objet d'apporter plusieurs modifications de nature mineure, technique, corrective ou de concordance à des lois relevant de la compétence de plus d'une commission.

---

*Projet de loi  
relevant d'une  
seule com-  
mission*

**252.** Tout ministre peut présenter un projet de loi ayant pour seul objet d'apporter plusieurs modifications de nature mineure, technique, corrective ou de concordance à des lois relevant de la compétence d'une seule commission.

---

*Principes*

**253.** Les principes d'un tel projet de loi sont:

- 1° l'ensemble des modifications à une loi qui ne contient qu'un principe;
- 2° dans le cas d'une loi contenant plusieurs principes, l'ensemble des modifications à chaque partie de la loi qui contient un même principe.

---

*Envoi en  
commission  
spéciale*

**254.** Une fois les principes adoptés, le leader du gouvernement propose, sur motion sans préavis, l'institution d'une commission spéciale pour y envoyer l'étude détaillée d'un projet de loi relevant de la compétence de plus d'une commission.

---

*Temps de parole, réplique*

Le leader du gouvernement a un temps de parole de dix minutes. Il en est de même pour le représentant de chaque groupe parlementaire d'opposition. Le leader du gouvernement a droit à une réplique de cinq minutes.

*Participation des ministres*

Un ministre est membre de la commission spéciale pour la durée de l'étude des dispositions le concernant.

---

*Envoi en commission*

**255.** Une fois les principes adoptés, le projet de loi relevant de la compétence d'une commission, lui est envoyé pour étude détaillée.

---

## CHAPITRE III

# PROJETS DE LOI DE CRÉDITS

---

*Projet de loi  
de crédits*

**256.** Les projets de loi de crédits ne requièrent pas de notes explicatives.

*Mode  
d'adoption*

Ils sont présentés sans préavis et adoptés au cours de la même séance, sans débat.

---

## CHAPITRE IV

# PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

---

*Projet de loi  
d'intérêt  
privé*

**257.** Tout député peut, à la demande d'une personne intéressée, présenter un projet de loi concernant des intérêts particuliers ou locaux.

*Préavis au  
Président*

Il doit en donner préavis au plus tard la veille de sa présentation et en faire parvenir copie au Président avant la séance où la présentation doit avoir lieu.

---

*Préambule*

**258.** Les projets de loi d'intérêt privé ne requièrent pas de notes explicatives. Ils contiennent un préambule exposant les faits qui justifient leur adoption.

---

*Envoi en  
commission*

**259.** Après sa présentation, tout projet de loi d'intérêt privé est envoyé en commission sur motion sans préavis du leader du gouvernement. Cette motion est mise aux voix sans débat.

*Consultation  
particulière,  
étude en  
commission*

La commission entend les intéressés, procède à l'étude détaillée du projet de loi et fait rapport à l'Assemblée. Ce rapport est mis aux voix immédiatement, sans débat.

---

*Adoption du  
principe*

**260.** La motion d'adoption du principe du projet de loi est fixée à une séance subséquente. Elle ne peut faire l'objet ni d'une motion de report ni d'une motion de scission.



---

*Adoption du  
projet de loi*

Le principe adopté, le projet de loi n'est pas envoyé de nouveau en commission. À moins que cinq députés ne s'y opposent, l'adoption du principe et celle du projet de loi ont lieu au cours de la même séance, sans envoi en commission, sous réserve de l'article 250.

---

*Temps de  
parole*

**261.** Aux étapes de l'adoption du principe et de celle du projet de loi, chaque député a un temps de parole de dix minutes. Le député qui le présente et les chefs de groupes parlementaires ont droit à trente minutes.

---

*Règles d'ap-  
plication*

**262.** Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les règles générales relatives aux projets de loi s'appliquent aux projets de loi d'intérêt privé.

---

*TITRE IV*  
**BUDGET**

---

## TITRE IV BUDGET

---

*Discours du  
budget*

**263.** Le ministre des Finances prononce le discours du budget, qu'il termine en proposant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire du gouvernement. Son temps de parole est de deux heures.

*Commentaires  
des critiques  
financiers*

Immédiatement après, le critique financier de chaque groupe parlementaire d'opposition a droit à dix minutes de commentaires.

*Durée*

**264.** Le discours du budget et le débat qui s'ensuit durent au plus vingt-cinq heures, dont quinze à l'Assemblée et dix en commission du budget et de l'administration. Le discours et le débat à l'Assemblée sont prioritaires.

*Discours du  
représentant  
de l'opposi-  
tion officielle*

**265.** Le débat commence par le discours du représentant de l'opposition officielle. Son temps de parole est de deux heures.

*Discours, mo-  
tions de cen-  
sure*

**266.** Chaque député peut prononcer un seul discours, dans lequel il peut aborder tous les sujets. Il peut, à l'occasion de son intervention, présenter une motion de censure. Cette motion ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

*Poursuite du  
débat en  
commission*

**267.** Lorsqu'il n'y a plus d'intervenants ou qu'il s'est écoulé treize heures trente minutes depuis le début du discours du ministre des

---

Finances, le débat est suspendu à l'Assemblée. Il se poursuit en commission du budget et de l'administration.

---

*Reprise et fin  
du débat à  
l'Assemblée*

**268.** Le président de la commission fait rapport à l'Assemblée à la période des affaires courantes qui suit la fin du débat en commission. Le débat à l'Assemblée reprend, dès l'appel des affaires du jour, par l'intervention de trente minutes du représentant de l'opposition officielle. Il se termine par la réplique d'une heure du ministre des Finances.

---

*Mises aux  
voix*

**269.** Le débat est suivi de la mise au voix des motions de censure et de la motion du ministre des Finances.

---

*Déclaration  
complémentaire*

**270.** Le ministre des Finances peut faire une déclaration complémentaire sur le budget.

---

*Règles d'ap-  
plication*

Les règles gouvernant le discours du budget et le débat qui y fait suite s'appliquent. Toutefois, l'ensemble de la déclaration et du débat dure douze heures et demie et les temps de parole du ministre des Finances et des critiques financiers des groupes parlementaires d'opposition sont réduits de moitié.

---

*TITRE V*  
**CONTRÔLE PARLEMENTAIRE**

---

## CHAPITRE PREMIER

### FINANCES

#### SECTION 1

#### CRÉDITS BUDGÉTAIRES

- 
- |                          |  |
|--------------------------|--|
| <i>Étude des crédits</i> | <b>271.</b> Dans le cadre de son pouvoir de surveillance du gouvernement et des organismes publics, l'Assemblée étudie les crédits pour lesquels le gouvernement demande annuellement son approbation. |
|--------------------------|--|
- 
- |                            |  |
|----------------------------|--|
| <i>Crédits provisoires</i> | <b>272.</b> Avant le 1er avril, l'Assemblée peut adopter en bloc le quart des crédits. |
|----------------------------|--|
- 
- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <i>Étude en commission plénière</i> | L'étude a lieu en commission plénière. La discussion, qui peut porter sur la totalité des crédits, dure au plus cinq heures. Le quart des crédits est ensuite mis aux voix. |
|-------------------------------------|---|
- 
- |   |   |
|---|---|
| <i>Rapport de la commission et vote</i> | <b>273.</b> Le président de la commission fait rapport à l'Assemblée, qui se prononce sans débat sur ce rapport, puis sur le projet de loi de crédits qui y fait suite. |
|---|---|
- 
- |  |   |
|--|---|
| <i>Étude de l'ensemble des crédits</i> | Immédiatement après, sur motion sans préavis et non débattue du leader du gouvernement, l'étude de l'ensemble des crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée est envoyée en commissions permanentes. |
|--|---|
- 
- |                            |  |
|----------------------------|--|
| <i>Étude en commission</i> | <b>274.</b> Les commissions étudient les crédits budgétaires dans le domaine de leur compétence. |
|----------------------------|--|

<i>Horaire</i>	Cette étude débute au plus tôt quinze jours après leur dépôt à l'Assemblée. Elle dure dix séances consécutives du lundi au vendredi, aux heures où peuvent siéger les commissions.
<i>Affaires courantes</i>	Durant cette période, l'Assemblée ne procède qu'aux affaires courantes, aux heures prévues du mardi au jeudi.
<i>Durée</i>	<b>275.</b> Le temps consacré à l'étude des crédits en commission ne peut excéder deux cents heures; celui consacré à l'étude des crédits d'un ministère, vingt heures.
<i>Temps de parole</i>	<b>276.</b> Le temps de parole dont dispose chaque membre d'une commission vaut pour chaque élément d'un programme.
<i>Modalités de l'étude des crédits</i>	<b>277.</b> Le Président convoque une réunion des leaders des groupes parlementaires pour préciser les modalités de l'étude des crédits.
<i>Autres modalités</i>	<b>278.</b> Si les deux cents heures ne sont pas écoulées au terme des six séances prévues, les commissions, si nécessaires, terminent leur mandat dans les jours subséquents, selon les mêmes règles. Au terme de l'étude des crédits des ministères, une séance de la commission plénière est consacrée à l'étude des crédits de l'Assemblée nationale. Cette séance est prioritaire.
<i>Interventions du Président ou d'un ministre</i>	<b>279.</b> Le Président ou le ministre qui répond de ses crédits en commission peut intervenir aussi souvent qu'il le désire.

---

Dépôt des  
rapports des  
commissions

**280.** Lorsque tous les crédits budgétaires ont été adoptés en commission ou lorsque les délais sont expirés, les rapports des commissions sont déposés ensemble au cours de la même séance.

Débat restreint,  
mises aux voix

À la séance suivante, ces rapports font l'objet d'un débat restreint, au cours duquel ils ne peuvent être amendés. Après le débat, l'Assemblée se prononce sur ces rapports, puis sur le projet de loi de crédits qui y fait suite. L'Assemblée doit au préalable avoir statué sur les motions prévues à l'article 269.

---

Crédits supplémentaires

**281.** Lorsque les crédits budgétaires supplémentaires sont déposés à l'Assemblée, l'étude en est faite en commission plénière sur motion sans préavis et non débattue du leader du gouvernement.

---

Étude en  
commission  
plénière

**282.** Au début de l'étude en commission plénière, un représentant de chaque groupe parlementaire peut prendre la parole pendant au plus vingt minutes. Le représentant du gouvernement a droit à une réplique de même durée.

---

Durée, rapport,  
mise aux voix

**283.** La durée de l'étude en commission ne doit pas excéder huit heures pour l'ensemble des crédits. À l'expiration de ce délai, le rapport de la commission est soumis à l'Assemblée, qui se prononce sans débat sur le rapport ainsi que sur le projet de loi de crédits qui y fait suite.



---

## SECTION 2

### POLITIQUE BUDGÉTAIRE

---

*Étude de la  
politique  
budgétaire*

**284.** À chaque trimestre, la commission du budget et de l'administration consacre une séance à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et à l'évolution des finances publiques.

La réunion de la commission, dans le cadre du débat sur le discours du budget, tient lieu de réunion trimestrielle.

---

## SECTION 3

### ENGAGEMENTS FINANCIERS

---

*Vérification des  
engagements  
financiers*

**285.** Chaque commission consacre au moins une séance par trimestre à la vérification des engagements financiers qui sont de sa compétence.

---

## CHAPITRE II

# SURVEILLANCE DES ORGANISMES PUBLICS

---

*Surveillance  
des organis-  
mes publics*

**286.** Chaque commission examine annuellement les orientations, les activités et la gestion d'au moins un organisme public soumis à son pouvoir de surveillance.

*Choix des  
organismes*

Le choix des organismes se fait conformément à l'article 145. À défaut d'accord, la commission de l'Assemblée désigne les organismes qui seront entendus.

---

## CHAPITRE III

### INTERPELLATIONS

---

- Interpellation*      **287.** Tout député d'opposition peut interpellier un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence.
- 
- Avis au feuillet*      **288.** L'interpellation se fait par avis inscrit au feuillet, au plus tard à la dernière séance de la semaine. L'avis indique le sujet de l'interpellation et le ministre à qui elle s'adresse.
- 
- Choix du sujet*      **289.** S'il y a plusieurs avis d'interpellation, le Président détermine celui qui est retenu, en tenant compte de l'ordre dans lequel ils ont été donnés, de leur répartition entre les groupes parlementaires et de la présence de députés indépendants. Il fait part à l'Assemblée du sujet de l'interpellation, à la dernière période des affaires courantes de la semaine, à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée.
- 
- Moment de l'interpellation*      **290.** L'interpellation a lieu au cours d'une séance de la commission compétente le vendredi matin de la semaine suivante, de 10 à 12 heures, à l'endroit indiqué par le Président.
- 
- Nombre d'interpellations*      **291.** Il y a une seule interpellation par semaine pendant les périodes où l'Assemblée siège. Il n'y a aucune interpellation en juin et décembre, ni lorsque l'Assemblée a ajourné ses travaux pour plus de cinq jours.

---

*Ordre des  
interventions*

**292.** Le député qui a donné l'avis d'interpellation intervient le premier à la séance de la commission, suivi du ministre interpellé. Chacun a un temps de parole de dix minutes.

---

*Temps de  
parole,  
alternance*

**293.** Les membres de la commission ont ensuite un temps de parole de cinq minutes par intervention. Il y a alternance entre les députés du groupe formant le gouvernement et ceux des groupes d'opposition. Le ministre peut intervenir aussi souvent qu'il le désire.

---

*Temps de  
parole,  
réplique*

**294.** Vingt minutes avant la fin de la séance, le Président accorde un dernier temps de parole de dix minutes au ministre et un droit de réplique de même durée à l'interpellant.

---

*Règles  
d'application*

**295.** Lorsqu'a lieu une interpellation, il n'y a ni motion, ni rapport, ni vote. Le défaut de quorum ne peut être soulevé.

---

## CHAPITRE IV

### MOTIONS DE CENSURE

---

*Nombre de  
motions de  
censure, avis*

**296.** Outre celles prévues dans le cadre du débat sur le discours d'ouverture de la session et du débat sur le budget, les députés d'opposition peuvent proposer six motions de censure au cours d'une session. Elles sont précédées d'un avis d'un jour franc.

*Répartition  
des motions*

**297.** Le Président répartit les motions de censure entre les groupes parlementaires d'opposition, en tenant compte de la présence de députés indépendants.

*Débat  
prioritaire,  
modalités*

**298.** Le débat sur une motion de censure est prioritaire. Il a lieu au cours d'une seule séance et se termine un quart d'heure avant sa levée. La motion est alors mise aux voix. La motion de censure ne peut être amendée.

*Modalités  
en juin  
et décembre*

**299.** En juin et décembre, le débat sur une motion de censure prend fin trois heures après l'heure fixée pour l'ouverture de la séance.

---

## CHAPITRE V

### DÉBAT DE FIN DE SÉANCE

---

*Débat de fin  
de séance*

**300.** Tout député peut soulever un débat à la fin d'une séance du mardi ou du jeudi, afin de poursuivre l'étude d'un sujet qu'il a soulevé à l'occasion d'une période de questions et qu'il estime avoir été insuffisamment approfondi.

*Avis au  
Président*

Avant 17 heures le même jour, il doit avoir transmis au Président un avis indiquant le sujet qui doit faire l'objet du débat.

*Sujets,  
moment du  
débat*

**301.** Avant 18 heures le mardi et le jeudi, le Président fait part à l'Assemblée des sujets qui feront l'objet d'un débat de fin de séance. Celui-ci a lieu au moment fixé pour la levée de la séance, qui est retardée en conséquence.

*Durée, temps  
de parole et  
réplique*

**302.** Le député qui a soulevé le débat et le ministre qui lui répond ont chacun un temps de parole de cinq minutes.

*Ordre des  
débats*

**303.** Si plusieurs députés ont demandé un débat, le Président détermine l'ordre dans lequel ils se dérouleront en tenant compte de l'ordre de réception des avis, de l'urgence des questions, de l'alternance entre les groupes parlementaires et de la présence de députés indépendants.

---

*Nombre de  
débat*

**304.** Il ne peut y avoir plus de trois débats de fin de séance. Le défaut de quorum ne peut être soulevé.

En juin et décembre, il n'y a aucun débat de fin de séance.



---

## CHAPITRE VI

### QUESTIONS ÉCRITES

---

*Questions  
écrites*

**305.** Les questions portant sur des sujets qui ne sont pas suffisamment importants ou urgents pour justifier une réponse immédiate, doivent être écrites et inscrites au feuillet. Il en est de même des questions dont les réponses exigent une certaine recherche.

Les réponses sont déposées au moment prévu à la période des affaires courantes.

---

*Modalités*

**306.** Sauf dispositions incompatibles, les règles relatives aux questions orales s'appliquent aux questions écrites.

---

*TITRE VI*

**INTÉGRITÉ DU PARLEMENT ET DE SES MEMBRES**

---

## CHAPITRE PREMIER

### CONDUITE D'UN MEMBRE DU PARLEMENT

---

*Motion*                    **307.** Une motion est nécessaire pour mettre en question la conduite d'un membre du Parlement agissant en cette qualité.

---

**308.** Par une telle motion, un député peut:

*Fonctions incompatibles, conflit d'intérêts*                    1<sup>o</sup> porter devant l'Assemblée une plainte reprochant à un autre député d'occuper ou d'avoir occupé des fonctions incompatibles ou d'être ou d'avoir été en situation de conflit d'intérêts;

*Atteinte aux droits et privilèges*                    2<sup>o</sup> reprocher à un autre député d'avoir porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres;

*Acte reprehensible*                    3<sup>o</sup> mettre en cause un acte accompli par un membre du Parlement dans le cadre de ses fonctions, sans qu'il s'agisse d'une situation visée aux paragraphes 1 ou 2.

---

*Présentation de la motion*                    **309.** Lorsqu'il s'agit d'incompatibilité de fonctions ou de conflit d'intérêts, ou d'atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres, le député doit d'abord signaler une violation de droit ou de privilège et annoncer ensuite son intention de présenter une telle motion.

---

*Contenu de la motion*                    **310.** La motion doit énoncer le reproche en termes explicites mais modérés, ainsi que les

---

faits à l'appui. Elle doit conclure à ce que l'Assemblée statue sur la faute reprochée en se prononçant sur le rapport de la commission de l'Assemblée nationale après que celle-ci aura fait enquête de plein droit. La motion ne peut être amendée ni scindée.

---

*Commission  
de l'Assemblée  
nationale*

**311.** L'auteur et le mis en cause peuvent s'exprimer pendant vingt minutes chacun. La commission de l'Assemblée nationale est ensuite convoquée par le Président pour faire enquête sur la question.

*Conclusion  
et recommandations*

En plus des conclusions que contient son rapport, la commission peut faire des recommandations.

---

*Décision de  
l'Assemblée*

**312.** L'Assemblée statue sur le rapport de la commission dans les quinze jours suivant son dépôt. Elle ne peut amender les conclusions du rapport.

---

*Sanction*

**313.** Si le reproche est fondé, l'Assemblée décide de la sanction en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de la commission.

---

*Accusation  
non fondée*

**314.** Tout député qui porte une accusation non fondée peut être trouvé coupable d'une violation des droits et privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres. En statuant sur le rapport de la commission, l'Assemblée détermine la sanction imposée à ce député, s'il y a lieu.

---

*Acte accompli dans le cadre des fonctions*

**315.** Lorsqu'il s'agit d'un acte accompli par un membre du Parlement dans le cadre de ses fonctions, mais sans qu'il s'agisse d'incompatibilité ou de conflit d'intérêts, ni d'atteinte aux droits ou privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres, l'Assemblée peut se prononcer sans convoquer la commission de l'Assemblée nationale.

La motion ne peut être amendée ni scindée.

---

## CHAPITRE II

# CONDUITE D'UNE PERSONNE AUTRE QU'UN DÉPUTÉ

---

### Conduite

**316.** Tout député peut, par motion, mettre en question la conduite d'une personne autre qu'un député qui aurait porté atteinte aux droits ou aux privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres.

Il doit d'abord signaler une violation de droit ou de privilège, puis annoncer son intention de présenter une motion.

---

### Décision de l'Assemblée

**317.** L'Assemblée se prononce sur la motion. Elle peut convoquer au préalable la commission de l'Assemblée nationale pour examiner l'affaire.

La motion ne peut être amendée ni scindée.

---

### Sanction

**318.** Si le reproche est fondé, le mis en cause est passible de la sanction que décide l'Assemblée en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de la commission.

---

### Règles d'application

**319.** Les règles relatives à l'examen de la conduite d'un député s'appliquent.

**EXTRAITS DE LOIS  
RELIÉES À L'APPLICATION  
DES RÈGLES DE PROCÉDURE \***

**\* NOTE À L'USAGER**

Ces extraits de loi ont été compilés à partir de la législation adoptée avant le 1er janvier 1984 et concernent, entre autres, les fonctions, pouvoirs, privilèges et prérogatives de l'Assemblée nationale. Ces textes ne servent qu'à faciliter la consultation et ne devraient pas être utilisés aux fins d'interpréter ou d'appliquer la loi.

## **TABLE DES MATIÈRES**

1 —	LA PRESTATION DES SERMENTS DU DÉPUTÉ. . . .	3
	a) Loi constitutionnelle de 1867	
	b) Loi sur l'Assemblée nationale	
2 —	LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867. . . . .	5
3 —	LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982. . . . .	9
4 —	LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE. . . . .	11
5 —	LOI D'INTERPRÉTATION. . . . .	47



---

# 1 – LA PRESTATION DES SERMENTS DU DÉPUTÉ

a) LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (extrait)  
(S.R.C. 1970, app. II, n° 5)

---

*Serment  
d'allégeance  
etc.*

**128.** Les membres du Sénat ou de la Chambre des Communes du Canada devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur général ou quelque personne par lui autorisée à cet effet, — et pareillement, les membres du conseil législatif ou de l'assemblée législative d'une province devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le lieutenant-gouverneur de la province ou quelque personne par lui autorisée à cet effet, — le serment d'allégeance énoncé dans la cinquième annexe du présent acte; et les membres du Sénat du Canada et du conseil législatif de Québec devront aussi, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur général ou quelque personne par lui autorisée à cet effet, la déclaration des qualités requises énoncée dans la même annexe.

## CINQUIÈME ANNEXE

### SERMENT D'ALLÉGEANCE

Je, A.B., jure que je serai fidèle et porterai une sincère allégeance à Sa Majesté la reine Victoria.

Note. — Le nom du roi ou de la reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, alors

---

régnant, devra être substitué, à l'occasion,  
avec les mentions appropriées.

b) *LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE* (extrait)  
(L.R.Q., c. A-23.1)

---

Serment ou  
déclaration  
solennelle

**15.** Un député ne peut siéger à l'Assemblée avant d'avoir prêté le serment ou fait la déclaration solennelle prévus à l'annexe I. 1982, c. 62, a. 15.

ANNEXE I  
(Article 15)

SERMENT OU DÉCLARATION SOLENNELLE  
DU DÉPUTÉ

Je, (nom et prénom du député), jure (ou déclare solennellement) que je serai loyal envers le peuple du Québec et que j'exercerai mes fonctions de député avec honnêteté et justice dans le respect de la constitution du Québec. 1982, c. 62, annexe I.

---

## 2 – LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (extraits)

(S.R.C. 1970, app. II, n° 5)

---

*Application,  
aux  
législatures,  
des dispositions  
relatives  
aux crédits,  
etc.*

**90.** Les dispositions suivantes du présent acte relatives au Parlement du Canada, savoir : les dispositions concernant les bills d'affectation de sommes d'argent et d'impôts, la recommandation de votes de deniers, la sanction des bills, le désaveu des lois et la signification du bon plaisir à l'égard des bills réservés, s'étendront et s'appliqueront aux législatures des différentes provinces, comme si elles étaient ici édictées de nouveau et rendues expressément applicables aux provinces respectives et à leurs législatures, en substituant toutefois le lieutenant-gouverneur de la province au gouverneur général, le gouverneur général à la Reine et au secrétaire d'État, un an à deux ans et la province au Canada.

---

*Recommen-  
dation des  
crédits*

**54.** Il ne sera pas loisible à la Chambre des Communes d'adopter quelque motion, résolution, adresse ou bill pour l'affectation d'une partie du revenu public, ou d'une taxe ou d'un impôt, à un projet non préalablement recommandé à la Chambre par un message du gouverneur général dans la session pendant laquelle une telle motion, résolution ou adresse ou un tel bill est proposé.

---

*Sanction  
royale des  
bills, etc.*

**55.** Lorsqu'un bill voté par les chambres du Parlement sera présenté au gouverneur général pour la sanction de la Reine, le gouverneur général devra déclarer à la discrétion, mais sous réserve des dispositions du présent acte et des instructions de Sa Majesté, ou qu'il le sanctionne au nom de la Reine, ou qu'il refuse cette sanction, ou qu'il réserve le bill pour la signification de bon plaisir de la Reine.

---

*Désaveu, par  
ordonnance  
rendue en  
conseil, des  
lois sanction  
nées par le  
gouverneur  
général*

**56.** Lorsque le gouverneur général aura donné sa sanction à un bill au nom de la Reine, il devra, à la première occasion favorable, transmettre une copie authentique de la loi à l'un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté. Si la Reine en conseil, dans les deux ans après que le secrétaire d'État aura reçu ladite loi, juge à propos de la désavouer, ce désaveu (avec un certificat du secrétaire d'État, quant au jour où il aura reçu la loi) une fois signifié par le gouverneur général, au moyen d'un discours ou message à chacune des chambres du Parlement ou par proclamation, annulera la loi à compter du jour d'une telle signification.

---

*Signification  
du bon plaisir  
de la Reine  
quant aux bills  
réservés*

**57.** Un bill réservé à la signification du bon plaisir de la Reine n'aura ni vigueur ni effet avant et à moins que, dans les deux ans à compter du jour où il aura été présenté au gouverneur général pour recevoir la sanction de la Reine, ce dernier ne signifie, par discours ou message, à chacune des deux chambres du Parlement, ou par proclamation, que ledit bill a reçu la sanction de la Reine en conseil.

---

Ces discours, messages ou proclamations seront consignés dans les journaux de chaque chambre, et un double dûment certifié en sera délivré au fonctionnaire compétent pour qu'il le dépose aux archives du Canada.

---

### 3 – LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1982 (extraits)

(U.K. 1982, c. 11, annexe B)

#### DROITS DÉMOCRATIQUES

---

*Mandat  
maximal des  
assemblées*

**4.** (1) Le mandat maximal de la Chambre des communes et des assemblées législatives est de cinq ans à compter de la date fixée pour le retour des brefs relatifs aux élections générales correspondantes.

*Prolongations  
spéciales*

(2) Le mandat de la Chambre des communes ou celui d'une assemblée législative peut être prolongé respectivement par le Parlement ou par la législature en question au-delà de cinq ans en cas de guerre, d'invasion ou d'insurrection, réelles ou appréhendées, pourvu que cette prolongation ne fasse pas l'objet d'une opposition exprimée par les voix de plus du tiers des députés de la Chambre des communes ou de l'Assemblée législative.

---

*Séance  
annuelle*

**5.** Le Parlement et les législatures tiennent une séance au moins une fois tous les douze mois.

---

## **4 – LOI SUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE (extraits)**

(L.R.Q., c. A-23.1)

---

### *Préambule*

CONSIDÉRANT le profond attachement du peuple du Québec aux principes démocratiques de gouvernement;  
CONSIDÉRANT QUE l'Assemblée nationale, par l'intermédiaire des représentants élus qui la composent, est l'organe suprême et légitime d'expression et de mise en oeuvre de ces principes;

CONSIDÉRANT QU'il incombe à cette Assemblée, en tant que dépositaire des droits et des pouvoirs historiques et inaliénables du peuple du Québec, de le défendre contre toute tentative de l'en spolier ou d'y porter atteinte;

CONSIDÉRANT QU'il convient, en conséquence, d'affirmer la pérennité, la souveraineté et l'indépendance de l'Assemblée nationale et de protéger ses travaux contre toute ingérence;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit :

---

## CHAPITRE I

# ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

### SECTION 1

#### COMPOSITION, DURÉE ET POUVOIRS

---

##### *Composition de l'Assemblée nationale*

**1.** L'Assemblée nationale se compose des députés élus dans chacune des circonscriptions électorales établies conformément à la Loi sur la représentation électorale (chapitre R-24.1) et dont les noms ont été publiés conformément à l'article 134 de la Loi électorale (chapitre E-3.1). 1982, c. 62, a.1.

---

##### *Constitution et pouvoirs du Parlement*

**2.** L'Assemblée nationale et le lieutenant-gouverneur constituent le Parlement du Québec. Le Parlement du Québec assume tous les pouvoirs qui sont attribués à la Législature du Québec.

##### *Étendue des pouvoirs*

Aucune disposition de la présente loi ne restreint l'étendue ou l'exercice de ces pouvoirs. 1982, c. 62, a. 2.

---

##### *Pouvoir législatif*

**3.** Le Parlement exerce le pouvoir législatif. 1982, c. 62, a. 3.

---

##### *Pouvoir de surveillance*

**4.** L'Assemblée a un pouvoir de surveillance sur tout acte du gouvernement, de ses ministères et de ses organismes. 1982, c. 62, a. 4.



---

Rôle du  
lieutenant-  
gouverneur

**5.** Le lieutenant-gouverneur convoque l'Assemblée, la proroge et la dissout. 1982, c. 62, a. 5.

---

Durée d'une  
législature

**6.** Une législature est d'au plus cinq ans à compter de la publication, après une élection générale, de l'avis visé à l'article 134 de la Loi électorale (chapitre E-3.1).

---

Dissolution

Seul le lieutenant-gouverneur peut dissoudre l'Assemblée avant l'expiration de ces cinq années. 1982, c. 62, a. 6.

---

Séances de  
l'Assemblée

**7.** L'Assemblée siège dans la ville de Québec: elle peut aussi siéger à tout autre endroit du Québec. 1982, c. 62, a. 7.

---

Quorum

**8.** Le quorum de l'Assemblée ou de sa commission plénière est du sixième de ses membres, y compris le président.

---

Quorum

Toutefois, lorsqu'une commission de l'Assemblée siège, ce quorum est réduit au dixième des membres, y compris le président. 1982, c. 62, a. 8.

---

Règles de  
procédure

**9.** L'Assemblée établit les règles de sa procédure et est seule compétente pour les faire observer. 1982, c. 62, a. 9.

---

## SECTION II

### LES COMMISSIONS

---

#### *Constitution de commissions*

**10.** L'Assemblée peut constituer des commissions. Composées de députés, ces commissions sont chargées d'examiner toute question relevant de la compétence que l'Assemblée leur attribue et d'exécuter tout mandat qu'elle leur confie. 1982, c. 62, a. 10.

---

#### *Commission de l'Assemblée*

**11.** L'Assemblée doit constituer une commission de l'Assemblée qui s'occupe de toute question qu'elle lui soumet.

#### *Fonctions*

Cette commission exerce aussi toute autre fonction que la présente loi lui attribue. 1982, c. 62, a. 11.

---

#### *Sous-commissions*

**12.** Une commission peut constituer des sous-commissions, composées de députés. 1982, c. 62, a. 12.

---

#### *Séances en dehors des sessions*

**13.** Une commission ou une sous-commission peut siéger même lorsque l'Assemblée n'est pas en session.

---

#### *Séances des commissions*

**14.** Une commission ou une sous-commission peut siéger à tout endroit du Québec, conformément au règlement de l'Assemblée. 1982, c. 62, a. 14.

---

## SECTION III

### LES DÉPUTÉS

---

*Serment ou  
déclaration  
solennelle*

**15.** Un député ne peut siéger à l'Assemblée avant d'avoir prêté le serment ou fait la déclaration solennelle prévus à l'annexe I.

*Démission  
orale*

**16.** Un député peut de vive voix démissionner de son siège à l'Assemblée.

*Démission  
écrite*

Il peut également démissionner par un écrit contresigné par deux autres députés et adressé au président ou au secrétaire général de l'Assemblée.

*Transmission  
de la  
démission  
à l'Assemblée*

Si la démission a été donnée par écrit, le président en informe l'Assemblée à sa prochaine séance.  
1982, c. 62, a. 16.

*Vacance*

**17.** Le siège d'un député à l'Assemblée devient vacant si le député :

1° décède;

2° démissionne;

3° est candidat à une élection fédérale ou à une élection provinciale dans une autre province;

4° est nommé au Sénat;

---

5° est reconnu coupable de trahison;

6° est reconnu coupable ou tenu pour coupable de manoeuvres frauduleuses en matière électorale;

7° est reconnu coupable d'avoir commis plusieurs infractions ou plusieurs fois l'une des infractions mentionnées à l'article 136 de la Loi sur les listes électorales (chapitre L-4.1);

8° est condamné à une peine d'emprisonnement pour un acte criminel punissable d'une peine d'emprisonnement de plus de deux ans;

9° se trouve dans une situation le rendant inéligible au sens de la Loi électorale (chapitre E-3.1), à l'exception de celle prévue au paragraphe 5° de l'article 10 de cette loi.

#### *Vacance*

Le siège d'un député devient également vacant dans les cas prévus aux articles 84, 134 et 136. 1982, c. 62, a. 17.

---

#### *Annulation d'une élection*

**18.** Si le siège d'un député à l'Assemblée devient vacant alors que l'élection tenue dans la circonscription électorale de ce député est contestée ou peut encore l'être dans les délais légaux, toute élection postérieure tenue dans cette circonscription pendant la même législature devient nulle lorsque, par suite de cette contestation, le tribunal déclare élue une personne autre que celle proclamée élue lors de l'élection qui a été contestée ou lors d'une élection postérieure.

---

## SECTION IV

### LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

---

*Élection d'un  
président et  
de deux vice-  
présidents*

**19.** L'Assemblée nationale doit, dès le début de sa première séance après une élection générale, élire, parmi les députés, un président et deux vice-présidents. 1982, c. 62, a. 19.

*Absence ou  
incapacité  
d'agir*

**20.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou à sa demande, un vice-président le remplace et exerce ses fonctions parlementaires. 1982, c. 62, a. 20.

*Absence ou  
incapacité  
d'agir*

**21.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président et des vice-présidents, le secrétaire général en avise l'Assemblée qui désigne un député pour remplacer temporairement le président dans ses fonctions parlementaires. 1982, c. 62, a. 21.

*Vacance*

**22.** Si la charge de président devient vacante, le secrétaire général en informe l'Assemblée qui ne peut expédier aucune affaire avant d'avoir élu un président. 1982, c. 62, a. 22.

*Fonctions  
additionnelles*

**23.** En outre des fonctions que la présente loi lui attribue, le président exerce les fonctions que l'Assemblée lui confie. 1982, c. 62, a. 23.

---

*Maintien en  
fonction*

**24.** Lors d'une dissolution de l'Assemblée, le président et les vice-présidents demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau par la nouvelle Assemblée.

*Dispositions  
applicables*

Dans ce cas, ils continuent de recevoir l'indemnité prévue aux paragraphes 1° et 2° de l'article 7 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (chapitre C-52. 1).

*Allocation de  
transition*

En outre si, pendant cette période, le président ou les vice-présidents ont droit à l'allocation de transition prévue dans cette loi, cette allocation ne devient payable qu'au moment où ils cessent d'exercer leur fonction. 1982, c. 62, a. 24.

---

## SECTION V

### LES ADJOINTS PARLEMENTAIRES

---

<i>Nomination</i>	<b>25.</b> Le gouvernement peut nommer, parmi les députés, un ou plusieurs adjoints parlementaires à un ministre pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions; l'adjoint parlementaire peut répondre aux questions adressées au ministre ou en prendre avis en son nom.
<i>Nombre</i>	Le nombre d'adjoints parlementaires ne doit toutefois pas excéder vingt. 1982, c. 62, a. 25.

---

## SECTION VI

### LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

---

#### *Nomination*

**26.** Sur proposition du Premier ministre, l'Assemblée nomme un secrétaire général et un ou plusieurs secrétaires généraux adjoints. 1982, c. 62, a. 26.

---

#### *Remplacement du secrétaire général*

**27.** En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire général ou à sa demande, le secrétaire général adjoint désigné par le président le remplace et exerce ses fonctions parlementaires. 1982, c. 62, a. 27.

---

#### *Fonctions additionnelles*

**28.** En outre des fonctions que la présente loi lui attribue, le secrétaire général exerce les fonctions que l'Assemblée lui confie. 1982, c. 62, a. 28.



---

## CHAPITRE II

### LES LOIS

---

*Adoption et  
sanction des  
lois*

**29.** L'Assemblée nationale adopte les lois; le lieutenant-gouverneur les sanctionne. 1982, c. 62, a. 29.

*Présentation  
d'un projet de  
loi par un  
député*

**30.** Tout député peut présenter un projet de loi.

*Présentation  
d'un projet de  
loi par un  
ministre*

Toutefois, seul un ministre peut présenter un projet de loi qui a pour objet l'engagement de fonds publics, l'imposition d'une charge aux contribuables, la remise d'une dette envers l'État ou l'aliénation de biens appartenant à l'État. 1982, c. 62, a. 30.

*Inscription de  
la date de la  
sanction*

**32.** Dès qu'une loi est sanctionnée, le secrétaire général y inscrit la date de la sanction. Cette inscription fait partie de la loi. 1982, c. 62, a. 32.

*Originaux*

**33.** Le secrétaire général a la garde des originaux des lois.

*Copie  
certifiée*

En cas de perte ou de destruction d'un original, le secrétaire général lui substitue une copie certifiée conforme; cette copie sert dès lors d'original. 1982, c. 62, a. 33.

---

Sceau

**34.** Le secrétaire général appose son sceau sur toute copie d'une loi qu'il certifie conforme. 1982, c. 62, a. 34.

---

Impression  
par l'éditeur  
officiel

**35.** Après la sanction d'une loi, le secrétaire général en transmet, avec diligence, une copie conforme à l'éditeur du Québec pour impression. 1982, c. 62, a. 35.

---

Recueil  
annuel

**36.** L'éditeur officiel du Québec publie chaque année un recueil des lois sanctionnées au cours de l'année précédente. 1982, c. 62, a. 36.

---

Règlements  
du Bureau de  
l'Assemblée

**37.** Le Bureau de l'Assemblée établit par règlement les conditions et les modalités d'impression, de publication et de distribution des lois, des exemplaires du recueil annuel des lois, des projets de loi et des autres documents parlementaires.

---

Copies  
gratuites des  
lois

Le secrétaire général fournit gratuitement au lieutenant-gouverneur, aux ministères et aux organismes publics visés dans l'article 66 des copies imprimées des lois, selon les règles établies par règlement du Bureau. 1982, c. 62, a. 37.

---

Recueil  
annuel des  
lois au  
lieutenant-  
gouverneur et  
au registraire

**38.** Le secrétaire général remet un exemplaire du recueil annuel des lois au lieutenant-gouverneur et au registraire du Québec. 1982, c. 62, a. 38.

---

*Copies  
certifiées*

**39.** Le secrétaire général fournit des copies certifiées conformes d'une loi à toute personne qui en fait la demande, sur paiement des frais fixés par règlement du Bureau de l'Assemblée.

*Sommes  
perçues*

Les sommes ainsi reçues sont versées au fonds consolidé du revenu. 1982, c. 62, a. 39.

---

*Authenticité  
d'une loi*

**40.** Une copie d'une loi certifiée conforme par le secrétaire général ou le texte d'une loi publié par l'éditeur officiel du Québec est authentique et fait preuve de son existence et de son contenu. 1982, c. 62, a. 40.

---

*Coût d'une  
loi d'intérêt  
privé*

**41.** Une personne qui obtient la sanction d'une loi d'intérêt privé doit remettre à l'Assemblée la somme représentant le coût de l'impression de cette loi dans le recueil annuel des lois de l'année au cours de laquelle elle est sanctionnée. 1982, c. 62, a. 41.

---

## CHAPITRE III

# INDÉPENDANCE DE L'ASSEMBLÉE

### SECTION 1

#### DROITS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

---

*Pouvoir de  
protection*

**42.** L'Assemblée a le pouvoir de protéger ses travaux contre toute ingérence. 1982, c. 62, a. 42.

---

*Indépendance  
du député*

**43.** Un député jouit d'une entière indépendance dans l'exercice de ses fonctions. 1982, c. 62, a. 43.

---

*Immunité*

**44.** Un député ne peut être poursuivi, arrêté, ni emprisonné en raison de paroles prononcées, d'un document déposé ou d'un acte parlementaire accompli par lui, dans l'exercice de ses fonctions à l'Assemblée, à une commission ou à une sous-commission. 1982, c. 62, a. 44.

---

*Exemption  
d'arrestation*

**45.** Un député ne peut être tenu de comparaître pour répondre à une accusation d'outrage au tribunal, arrêté ni détenu pour un outrage au tribunal, lorsque l'Assemblée, une commission ou une sous-commission à laquelle il participe tient séance, de même que pendant les deux jours qui la précèdent ou les deux jours qui la suivent. 1982, c. 62, a. 45.

---

*Exemption de  
comparution*

**46.** Un député est exempté de comparaître comme témoin devant un tribunal, un organisme ou une personne ayant le pouvoir de contraindre à témoigner lorsque l'Assemblée, une commission ou une sous-commission à laquelle il participe tient séance, de même que pendant les deux jours qui la précèdent ou les deux jours qui la suivent. 1982, c. 62, a. 46.

---

*Exemption de  
comparution  
d'un membre  
du personnel*

**47.** Le président de l'Assemblée peut exempter un membre du personnel de l'Assemblée de comparaître comme témoin devant un tribunal, un organisme ou une personne ayant le pouvoir de contraindre à témoigner lorsqu'il juge sa présence nécessaire au bon fonctionnement de l'Assemblée et de ses services. 1982, c. 62, a. 47.

---

*Immunité*

**48.** Une personne qui publie ou diffuse intégralement un rapport ou un compte rendu officiel des débats de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission, ou qui diffuse intégralement ces débats ou un document qui leur a été soumis ne peut, en raison de ce fait, être poursuivie en justice. 1982, c. 62, a. 48.

---

*Exception*

**49.** Une personne qui publie ou diffuse un extrait des débats de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission ou d'un rapport ou d'un compte rendu officiel de ces débats ou d'un document qui leur a été soumis, ou qui en rend compte ne peut, en raison de ce fait, être condamnée que s'il est prouvé qu'elle a agi malicieusement. 1982, c. 62, a. 49.

---

*Preuve*

**50.** Une copie d'un document écrit ou audio-visuel visé à l'article 48 ou 49, certifiée conforme par le secrétaire général de l'Assemblée, est admissible en preuve. 1982, c. 62, a. 50.

---

*Témoin*

**51.** L'Assemblée ou une commission peut assigner et contraindre toute personne à comparaître devant elle, soit pour répondre aux questions qui lui seront posées, soit pour y produire toute pièce qu'elle juge nécessaire à ses actes, enquêtes ou délibérations. 1982, c. 62, a. 51.

---

*Serment ou  
déclaration  
solennelle*

**52.** Le président ou tout membre de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission peut demander à une personne qui comparaît devant elle de prêter le serment ou de faire la déclaration solennelle prévus à l'annexe II. 1982, c. 62, a. 52.

---

*Immunité*

**53.** Le témoignage d'une personne devant l'Assemblée, une commission ou une sous-commission ne peut être retenu contre elle devant un tribunal, sauf si elle est poursuivie pour parjure. 1982, c. 62, a. 53.

---

*Immunité*

**54.** Aucune poursuite judiciaire ne peut être intentée en raison d'un acte officiel accompli de bonne foi par une personne dans l'exercice de fonctions qui lui sont attribuées en vertu de la présente loi ou dans l'exécution d'un ordre de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission. 1982, c. 62, a. 54.

**55.** Nul ne peut porter atteinte aux droits de l'Assemblée. Constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de :

- 1° refuser d'obéir à un ordre de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission;
- 2° rendre un témoignage faux ou incomplet devant l'Assemblée, une commission ou une sous-commission;
- 3° présenter à l'Assemblée, à une commission ou à une sous-commission un document faux dans le dessein de tromper;
- 4° contrefaire, falsifier ou altérer, dans le dessein de tromper, un document de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission ou un document présenté ou produit devant elles;
- 5° créer des désordres susceptibles de troubler le cours des débats parlementaires;
- 6° user ou menacer d'user de la force ou exercer des pressions indues pour faire annuler ou suspendre une séance;
- 7° attaquer, gêner, rudoyer ou menacer un député dans l'exercice de ses fonctions parlementaires ou un membre du personnel de l'Assemblée dans l'exercice de ses fonctions parlementaires;

- 
- 8° diffamer un député ou proférer des injures à l'encontre de ce dernier;
  - 9° corrompre ou chercher à corrompre un député ou un membre du personnel de l'Assemblée;
  - 10° essayer d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député par fraude, menace ou par des pressions indues;
  - 11° suborner, tenter de suborner ou menacer une personne relativement à un témoignage qu'elle doit rendre devant l'Assemblée, une commission ou une sous-commission;
  - 12° entreprendre une procédure contre un député dans une intention malveillante;
  - 13° accomplir un acte à l'encontre d'une immunité parlementaire dont bénéficie un député. 1982, c. 62, a. 55.

---

*Assistance  
d'un agent de  
la paix*

**56.** Une personne chargée d'exécuter un ordre de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission peut requérir l'assistance d'un agent de la paix ou de toute autre personne.

*Refus de  
fournir  
l'assistance*

Le refus de fournir l'assistance requise constitue une atteinte aux droits de l'Assemblée. 1982, c. 62, a. 56.



---

## SECTION II

### INCOMPATIBILITÉS DE FONCTIONS

---

*Charges  
incompatibles*

**57.** Est incompatible avec la fonction de député la charge de membre du conseil d'une municipalité, d'une commission scolaire ou d'une corporation de syndicats d'école. 1982, c. 62, a. 57.

---

*Fonctions  
incompatibles*

**58.** Est incompatible avec la fonction de député tout mandat, fonction ou emploi auquel correspond une rémunération ou un avantage tenant lieu de rémunération :

1° du gouvernement ou de l'un de ses ministères;

2° du gouvernement du Canada, de celui d'une autre province ou de l'un de leurs ministères, à l'exception des Forces armées régulières ou de réserve;

3° d'un État étranger.

*Fonction  
incompatible*

Est également incompatible avec la fonction de député toute fonction auquel correspond une rémunération d'une organisation internationale à but non lucratif.

*Fonction  
compatible*

Toutefois, n'est pas incompatible avec le mandat de député le fait d'être membre du Conseil exécutif. 1982, c. 62, a. 58.

---

*Fonction  
incompatible*

**59.** Est incompatible avec la fonction de président de l'Assemblée la fonction d'administrateur d'une corporation à caractère commercial, industriel ou financier. 1982, c. 62, a. 59.

---

*Démission de  
la fonction  
incompatible*

**60.** Un député qui, lors de son élection, se trouve dans l'une des situations d'incompatibilité prévue par les articles 57 et 58 doit, avant d'être assermenté ou de faire sa déclaration solennelle, se démettre de la fonction incompatible avec sa fonction.

*Délai*

Si une fonction incompatible avec la fonction parlementaire échoit à un député au cours de son mandat, celui-ci doit se démettre de l'une ou de l'autre dans un délai de trente jours.

*Siège vacant*

Entre-temps, il ne peut siéger à l'Assemblée. 1982, c. 62, a. 60.

---

### SECTION III

## CONFLITS D'INTÉRÊTS

---

*Intérêt  
personnel*

**61.** Un député doit éviter de se placer dans une situation où son intérêt personnel peut influencer sur l'exercice de ses fonctions. 1982, c. 62, a. 61.

---

*Déclaration  
d'intérêt*

**62.** Un député qui a un intérêt financier, personnel et direct, distinct de celui de l'ensemble des députés ou de la population, dans une matière soumise à la considération de l'Assemblée, d'une commission ou d'une sous-commission, doit déclarer publiquement cet intérêt avant de prendre part aux débats ou de voter sur cette question.

*Abstention  
de voter*

Toutefois, il n'a pas à faire cette déclaration s'il s'abstient de participer aux débats et de voter sur cette question. 1982, c. 62, a. 62.

---

*Rémunération  
ou avantage  
prohibés*

**63.** Un député ne peut solliciter, accepter ni recevoir quelque rémunération, profit ou avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur un projet de loi, une résolution ou toute question soumise ou qui doit être soumise à l'Assemblée, à une commission ou à une sous-commission.

---

*Utilisation  
d'informations  
prohibée*

**64.** Un député ne peut se servir, à son avantage personnel ou à celui de quiconque, d'informations

---

que sa fonction lui a permis d'obtenir et qui ne sont pas accessibles au public. 1982, c. 62, a. 64.

---

*Marché  
prohibé*

**65.** Un député ne peut, directement ou indirectement, participer à un marché avec le gouvernement, un ministère ou un organisme public.

*Exception*

Toutefois, un député peut :

- 1° avoir un intérêt dans une entreprise qui participe à un tel marché à la condition que l'importance de cet intérêt ou les circonstances entourant la conclusion du marché ne permettent vraisemblablement pas la collusion ou l'influence indue;
- 2° recevoir un prêt, un remboursement, une subvention, une indemnité ou un autre avantage du gouvernement, d'un ministère ou d'un organisme public, conformément à une loi, à un règlement ou à un programme;
- 3° détenir des titres émis par le gouvernement ou un organisme public à des conditions identiques pour tous. 1982, c. 62, a. 65.

---

*Organisme  
public*

**66.** Aux fins de la présente loi, un organisme public est un organisme dont l'Assemblée nationale, le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit

---

nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F 3.1) ou dont le fonds social fait partie du domaine public. 1982, c. 62, a. 66.

---

*Marché  
antérieur à  
l'élection*

**67.** Un député peut réclamer et recevoir une rémunération ou un avantage résultant d'un marché mentionné au premier alinéa de l'article 65 lorsque le marché a été conclu et exécuté avant son élection. 1982, c. 62, a. 67.

---

*Acquisition  
d'immeuble  
d'un député*

**68.** Lorsque le gouvernement, un ministère ou un organisme public acquiert un immeuble appartenant en tout ou en partie à un député ou un droit réel sur cet immeuble, le prix d'acquisition ou l'indemnité doit être fixé par le Tribunal de l'expropriation. 1982, c. 62, a. 68.

---

*Activités  
rémunérées*

**69.** Un député peut, à l'occasion d'activités professionnelles, commerciales ou financières, recevoir une rémunération à laquelle il a droit même si le gouvernement, un ministère ou un organisme public paie, en totalité ou en partie, les sommes dues, pourvu que le client ne soit ni le gouvernement ni un ministère, ni un tel organisme. 1982, c. 62, a. 69.

---

*Conflit  
d'intérêts*

**70.** Un député qui, lors de son élection, est placé dans une situation de conflit d'intérêts doit mettre fin à cette situation au plus tard dans les six mois. 1982, c. 62, a. 70.

---

*Conflit  
d'intérêts*

**71.** Un député qui, au cours de son mandat, est placé dans une situation de conflit d'intérêts, par suite de l'application d'une loi, d'un mariage ou de l'acceptation d'une donation, d'un legs ou d'une charge d'exécuteur testamentaire, doit mettre fin à cette situation au plus tard dans les six mois. 1982, c. 62, a. 71.

---

*Exception*

**72.** Un député placé à son insu ou contre sa volonté dans une situation de conflit d'intérêts n'enfreint pas la présente loi.

*Délai*

Il doit toutefois mettre fin à cette situation au plus tard dans les six mois qui suivent la date où il en a été informé. 1982, c. 62, a. 72.

---

*Indemnités  
permises*

**73.** Le versement d'indemnités, d'allocations ou d'autres sommes payées à un membre de l'Assemblée en vertu d'une loi ou de ses règlements ou en vertu de la Loi sur l'exécutif (chapitre E-18) ou de ses règlements à titre de membre du Conseil exécutif, de même que la fourniture d'un logement au Premier ministre et au président de l'Assemblée ne placent pas un député dans une situation de conflit d'intérêts. 1982, c. 62, a. 73.

---

## SECTION IV

### AVIS CONSULTATIFS

---

*Nomination  
du  
jurisconsulte*

**74.** Sur proposition du Premier ministre et avec l'approbation des deux tiers de ses membres, l'Assemblée nationale nomme un jurisconsulte chargé de fournir à tout député qui en fait la demande par écrit un avis écrit et motivé sur la conformité d'une situation éventuelle de ce député avec les dispositions concernant les incompatibilités de fonctions et les conflits d'intérêts. Ce jurisconsulte ne doit pas être un député. 1982, c. 62, a. 74.

---

*Avis  
confidentiel*

**75.** L'avis du jurisconsulte est confidentiel à moins que le député n'en permette la divulgation. 1982, c. 62, a. 75.

---

*Délai de l'avis*

**76.** Le jurisconsulte doit donner son avis dans les trente jours qui suivent une demande visée à l'article 74. 1982, c. 62, a. 76.

---

*Durée  
du mandat*

**77.** La durée du mandat du jurisconsulte est d'au plus cinq ans. Son mandat expiré, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé. 1982, c. 62, a. 77.

---

*Démission*

**78.** Le jurisconsulte peut en tout temps démissionner en donnant un avis écrit au président de l'Assemblée.

---

*Destitution*

Il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée approuvée par les deux tiers de ses membres. 1982, c. 62, a. 78.

---

*Rapport au  
président de  
l'Assemblée*

**80.** Le juriconsulte peut remettre au président de l'Assemblée un rapport contenant des recommandations sur l'application des dispositions concernant les incompatibilités de fonctions et les conflits d'intérêts.

*Renseignements  
nominatifs*

Ce rapport ne doit toutefois pas contenir le nom d'un député ni aucun renseignement permettant d'identifier un député. 1982, c. 62, a. 80.

---

*Avis favorable*

**81.** Un député ne commet pas une infraction pour un acte ou une omission s'il a antérieurement fait une demande d'avis et si cet avis conclut que cet acte ou cette omission n'enfreint pas les dispositions concernant les incompatibilités de fonctions et les conflits d'intérêts, pourvu que les faits allégués au soutien de sa demande aient été présentés de façon exacte et complète. 1982, c. 62, a. 81.



---

## SECTION V

### PLAINTES

---

#### *Plainte*

**82.** Un député peut porter devant l'Assemblée une plainte reprochant à un autre député d'occuper ou d'avoir occupé des fonctions incompatibles ou d'être ou d'avoir été dans une situation de conflit d'intérêts. 1982, c. 62, a. 82.

---

#### *Examen*

**83.** La commission de l'Assemblée examine la plainte et, le cas échéant, si le député le permet, l'avis du juriconsulte le concernant, et fait rapport à l'Assemblée. 1982, c. 62, a. 83.

---

#### *Incompatibilité de fonctions*

**84.** Dès que l'Assemblée adopte le rapport de la commission qui constate une incompatibilité de fonctions, le siège du député devient vacant. 1982, c. 62, a. 84.

---

#### *Atteinte aux droits de l'Assemblée*

**85.** Le fait pour un député de porter devant l'Assemblée une plainte contre un autre député, sans motif sérieux, constitue une atteinte aux droits de l'Assemblée. 1982, c. 62, a. 85.

---

## CHAPITRE IV

### ADMINISTRATION DE L'ASSEMBLÉE

---

*Bureau de  
l'Assemblée  
nationale*

**86.** Un Bureau de l'Assemblée nationale est institué. 1982, c. 62, a. 86.

---

*Composition*

**87.** Le Bureau a pour président le président de l'Assemblée. Il se compose en outre de sept autres députés. 1982, c. 62, a. 87.

---

*Désignation  
des membres*

**88.** Les membres du Bureau autres que le président sont désignés par les députés de chaque parti selon la répartition suivante :

1° quatre du parti gouvernemental;

2° trois du parti de l'opposition officielle ou, s'il y a plusieurs partis d'opposition, deux du parti de l'opposition officielle et un de celui des autres partis d'opposition qui a obtenu le plus grand nombre de sièges ou, au cas d'égalité de sièges, de celui qui a obtenu le plus grand nombre de votes valides. 1982, c. 62, a. 88.

---

*Membres  
suppléants*

**89.** Chacun de ces partis désigne aussi le même nombre de députés comme membres suppléants du Bureau, chacun d'eux pouvant agir à la place d'un membre absent ou incapable d'agir. 1982, c. 62, a. 89.

---

*Avis au  
président*

**90.** Dans les quinze jours du début d'une session, chaque parti communique au président de l'Assemblée les noms des membres et des membres suppléants qu'il a désignés. 1982, c. 62, a. 90.

---

*Adoption  
ou rejet*

**91.** Le président soumet la liste des députés désignés à l'Assemblée. L'Assemblée l'adopte ou la rejette globalement. 1982, c. 62, a. 91.

---

*Désignation  
par le  
président*

**92.** À défaut par un parti de désigner ses représentants ou dans le cas où la composition de l'Assemblée ne permet pas l'application des articles 88 et 89, le président désigne lui-même les députés qui compléteront la composition du Bureau. 1982, c. 62, a. 92.

---

*Prorogation  
de  
l'Assemblée*

**93.** Lorsque l'Assemblée est prorogée, les membres du Bureau demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou désignés de nouveau. 1982, c. 62, a. 93.

---

*Dissolution*

**94.** Lors d'une dissolution de l'Assemblée, le président et les vice-présidents de l'Assemblée exercent les fonctions du Bureau. 1982, c. 62, a. 94.

---

*Contrôle et  
réglementation*

**100.** Le Bureau exerce une fonction de contrôle et de réglementation conformément à la présente loi.

---

*Autres  
fonctions*

Il exerce toute autre fonction que l'Assemblée lui confie.

---

*Dépôt à  
l'Assemblée  
des règles  
et règlements*

**109.** Le président dépose à l'Assemblée les règles et les règlements adoptés par le Bureau dans les quinze jours de leur adoption si l'Assemblée est en session ou, si elle ne siège pas, dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux. 1982, c. 62, a. 109.

---

## CHAPITRE V

### DISPOSITIONS PÉNALES

**133.** La personne autre qu'un député qui commet un acte ou une omission visés aux articles 55 et 56 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende maximale de 10 000 \$. 1982, c. 62, a. 133.

---

*Infraction  
et peine*

**134.** Le député qui commet un acte ou une omission visés aux articles 55, 56 et 85 commet une infraction et est passible d'une ou de plusieurs sanctions prévues par l'article 136. 1982, c. 62, a. 134.

---

*Infraction  
et peine*

**135.** Le député qui contrevient à une disposition de la section II du chapitre III commet une infraction et est passible, en outre de la sanction prévue à l'article 84, d'une amende maximale de 1 000 \$ pour chaque jour qu'il a siégé alors qu'il était en situation d'incompatibilité.

---

*Rembourse-  
ments*

Il doit aussi rembourser les indemnités, allocations, ou autres sommes qu'il a reçues comme député pendant qu'a duré cette situation. 1982, c. 62, a. 135.

---

*Infraction  
et peine*

**136.** Un député qui contrevient à une disposition de la section III du chapitre III commet une infraction et est passible d'une ou de plusieurs des sanctions suivantes, selon ce que décide l'Assemblée :

1° la réprimande;

2° l'amende;

3° le remboursement des profits illicites;

4° le remboursement des indemnités, allocations ou autres sommes qu'il a reçues comme député pour la période qu'a duré l'infraction;

5° la suspension temporaire, sans indemnité;

6° la perte de son siège. 1982, c. 62, a. 136.

---

*Exécution  
des sanctions*

**137.** L'Assemblée a pleine compétence pour juger les infractions prévues aux articles 134 à 136 et pour faire exécuter les sanctions qui y sont prescrites. 1982, c. 62, a. 137.

---

*Homologation*

**138.** Dans les cas où l'Assemblée impose à un député le paiement ou le remboursement d'une somme d'argent pour une infraction à la présente loi, elle peut, à défaut de paiement, faire homologuer la décision par la Cour supérieure ou la Cour provinciale, selon le montant en cause.

---

Décision  
exécutoire

Cette décision est alors exécutoire comme un jugement de ce tribunal en matière civile. 1982, c. 62, a. 138.

---

Somme  
versée  
au fonds  
consolidé

**139.** Toute somme perçue en vertu du présent chapitre est versée au fonds consolidé du revenu. 1982, c. 62, a. 139.

## ANNEXE II (Article 52)

### SERMENT OU DÉCLARATION SOLENNELLE

---

Je, (nom et prénom du témoin), jure (ou déclare solennellement) que je dirai toute la vérité et rien que la vérité. 1982, c. 62, annexe II.

---

## 5 – LOI D'INTERPRÉTATION \* (extraits)

(L.R.Q., c. I-16)

---

*Application  
des règles  
d'interprétation*

**38.** Une loi n'est pas soustraite à l'application d'une règle d'interprétation qui lui est applicable, et qui, d'ailleurs, n'est pas incompatible avec la présente loi, parce que celle-ci ne la contient pas. S.R. 1964, c. 1, a. 38.

---

*Lois publiques,  
connaissance  
d'office*

**39.** Une loi est publique, à moins qu'elle n'ait été déclarée privée. Toute personne est tenue de prendre connaissance des lois publiques, mais les lois privées doivent être plaidées. S.R. 1964, c. 1, a. 39.

---

*Préambule*

**40.** Le préambule d'une loi en fait partie et sert à en expliquer l'objet et la portée.

---

*Interprétation*

Les lois doivent s'interpréter, en cas de doute, de manière à ne pas restreindre le statut du français. S.R. 1964, c. 1, a. 40; 1977, c. 5, a. 213.

---

*Prévalence  
du français*

**40.1.** En cas de divergence entre les textes français et anglais, le texte français prévaut. 1979, c. 61, a. 5.

\* Conformément à l'article 173 du règlement, les dispositions déclaratoires et interprétatives de cette loi s'appliquent à moins d'incompatibilité.



---

*Objet  
présumé*

**41.** Toute disposition d'une loi, qu'elle soit impérative, prohibitive ou pénale, est réputée avoir pour objet de remédier à quelque abus ou de procurer quelque avantage.

*Interprétation  
libérale*

Une telle loi reçoit une interprétation large, libérale, qui assure l'accomplissement de son objet et l'exécution de ses prescriptions suivant leurs véritables sens, esprit et fin. S.R. 1964, c. 1, a. 41.

---

*Droits de la  
couronne*

**42.** Nulle loi n'a d'effet sur les droits de la couronne, à moins qu'ils n'y soient expressément compris.

*Droits  
des tiers*

De même, nulle loi d'une nature locale et privée n'a d'effet sur les droits des tiers, à moins qu'ils n'y soient spécialement mentionnés. S.R. 1964, c. 1, a. 42.

---

*Renvoi à  
un article*

**43.** Tout renvoi, dans une loi des présentes Lois refondues, à un article, sans mention du chapitre dont cet article fait partie, est un renvoi à un article de ladite loi. S.R. 1964, c. 1, a. 43.

---

*Renvoi à une  
série d'articles*

**44.** Toute série d'articles de loi à laquelle une disposition législative se réfère comprend les articles dont les numéros servent à déterminer le commencement et la fin de cette série. S.R. 1964, c. 1, a. 44.

---

*Lois de  
validation et  
d'interprétation*

**45.** Nulle disposition d'une loi du Québec n'infirme les lois passées à l'effet de confirmer, valider, légaliser ou interpréter des statuts ou lois, actes ou documents quelconques. S.R. 1964, c. 1, a. 45.

---

*Renvois  
abrégés*

**46.** Toute formule abrégée de renvoi à une loi est suffisante si elle est intelligible; et nulle formule particulière n'est de rigueur. S.R. 1964, c. 1, a. 46.

---

*Formules*

**47.** Toute formule désignée dans une loi par un chiffre s'entend de la formule correspondante des annexes de cette loi. S.R. 1964, c. 1, a. 47.

---

*Emploi des  
formules*

**48.** L'emploi rigoureux des formules édictées par une loi pour assurer l'exécution de ses dispositions, n'est pas prescrit, à peine de nullité, si les variantes n'en affectent pas le sens. S.R. 1964, c. 1, a. 48.

---

*Temps du  
verbe*

**49.** La loi parle toujours; et, quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer. S.R. 1964, c. 1, a. 49.

---

*Temps  
présent*

**50.** Nulle disposition légale n'est déclaratoire ou n'a d'effet rétroactif pour la raison seule qu'elle est énoncée au présent du verbe. S.R. 1964, c. 1, a. 50.

---

« Sera »,  
« pourra »,  
« peut »

**51.** Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue; mais s'il est dit qu'une chose « pourra » ou « peut » être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non. S.R. 1964, c. 1, a. 51.

---

Délai expirant  
un jour férié.

**52.** Si le délai fixé pour une procédure ou pour l'accomplissement d'une chose expire un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant.

---

Délai expirant  
un samedi

Si le délai fixé pour l'enregistrement d'un document au bureau d'enregistrement expire un samedi, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant. S.R. 1964, c. 1, a. 52; 1970, c. 4, a. 1.

---

Genre

**53.** Le genre masculin comprend les deux sexes, à moins que le contexte n'indique le contraire. S.R. 1964, c. 1, a. 53.

---

Nombre

**54.** Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension. S.R. 1964, c. 1, a. 54.

---

Destitution

**55.** Le droit de nomination à un emploi ou fonction comporte celui de destitution.

---

*Nominations*

Lorsqu'une loi ou quelque disposition d'une loi entre en vigueur à une date postérieure à sa sanction, les nominations à un emploi ou à une fonction qui en découle peuvent valablement être faites dans les trente jours qui précèdent la date de cette entrée en vigueur, pour prendre effet à cette date, et les règlements qui y sont prévus peuvent valablement être faits et publiés avant cette date.

*Nominations*

Toutefois, s'il s'agit d'une loi ou de quelque disposition d'une loi entrant en vigueur par suite d'une proclamation, ces nominations ne peuvent se faire qu'à compter de la date de cette proclamation.

*Démission*

La démission de tout fonctionnaire ou employé peut valablement être acceptée par le ministre de la couronne qui préside le ministère dont relève ce fonctionnaire ou employé. S.R. 1964, c. 1, a. 55; 1968, c. 8, a. 13.

---

*Juridiction*

**56.** 1. Lorsqu'il est ordonné qu'une chose doit être faite par ou devant un juge, magistrat, fonctionnaire ou officier public, on doit entendre celui dont les pouvoirs ou la juridiction s'étendent au lieu où cette chose doit être faite.

---

*Pouvoirs et  
successeurs et  
adjoints.*

2. Les devoirs imposés et les pouvoirs conférés à un officier ou fonctionnaire public, sous son nom officiel, passent à son successeur et s'étendent à son adjoint, en tant qu'ils sont compatibles avec la charge de ce dernier. S.R. 1964, c. 1, a. 56; 1974, c. 11, a. 49.

---

*Pouvoirs  
ancillaires.*

**57.** L'autorisation de faire un chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin. S.R. 1964, c. 1, a. 57.

---

*Prestation  
du serment.*

**58.** À moins de dispositions spéciales, lorsqu'il est prescrit de prêter ou de recevoir un serment, ce serment est reçu, et le certificat de sa prestation est donné par tout juge, tout magistrat, ou tout commissaire autorisé à cet effet, ayant juridiction dans le lieu où le serment est prêté, ou par un notaire. S.R. 1964, c. 1, a. 58.

---

*Pouvoir de  
la majorité.*

**59.** Lorsqu'un acte doit être accompli par plus de deux personnes, il peut l'être valablement par la majorité de ces personnes, sauf les cas particuliers d'exception. S.R. 1964, c. 1, a. 59.

---

*Vacance au  
sein d'un  
organisme.*

**60.** Un organisme constitué en vertu d'une loi du Parlement, avec ou sans le statut d'une corporation, et composé d'un nombre déterminé de membres, n'est pas dissout par suite d'une ou de plusieurs vacances survenues parmi ses membres par décès,

---

démission ou autrement. S.R. 1964, c. 1, a. 60; 1982, c. 62, a. 156.

---

*Définitions*

**61.** Dans toute loi, à moins qu'il n'existe des dispositions particulières à ce contraires:

---

« session »

9° le mot « session » signifie une session du Parlement et comprend le jour de son ouverture et celui de sa prorogation.

# INDEX

## **NOTE À L'USAGER**

### ABRÉVIATIONS

L.A.N.: *Loi sur l'Assemblée nationale*, L.R.Q., c. A-23.1

L.C. de 1867: *Loi constitutionnelle de 1867*, S.R.C. 1970, app. II, n° 5

L.C. de 1982: *Loi constitutionnelle de 1982*, U.K. 1982, c. 11, annexe B

L.I.: *Loi d'interprétation*, L.R.Q., c. I-16



---

## INDEX

### A

---

### articles

---

#### **Abstention**

Inscription au procès-verbal . . . . . 221

#### **Accord des leaders**

Motion de clôture . . . . . 242 à 244

**Accusation non fondée** . . . . . 314

**Adjointes parlementaires** . . . . . L.A.N., 25

**Adoption du principe d'un projet de loi** . . . . . 229 à 235

Contenu du débat . . . . . 232

Débat . . . . . 229

Discussion en commission . . . . . 240

Étapes d'un projet de loi . . . . . 222 (2), 223

Mise aux voix sans débat . . . . . 235

Moment du débat . . . . . 230

Motion de report du débat . . . . . 233

Motion de scission . . . . . 234

Projet de loi modifiant plusieurs lois . . . . . 253 à 255

Réimpression . . . . . 231

Temps de parole . . . . . 232

**Adoption d'un projet de loi** . . . . . 249, 250

Amendements en commission plénière . . . . . 250

Débat . . . . . 249

Durée des discours . . . . . 249

Étapes de l'étude d'un projet de loi . . . . .	222 (5)
Projet de loi de crédits . . . . .	256
Projet de loi d'intérêt privé . . . . .	260, 261
Suite au rapport de la commission plénière . . . . .	241
<b>Adoption d'une motion</b> . . . . .	212 à 221
Voir: Mise aux voix	
<b>Affaires courantes</b> . . . . .	55 à 86
Commissions ne peuvent siéger . . . . .	141
Horaire . . . . .	52
Ordre des travaux . . . . .	53
Présentation d'un projet de loi . . . . .	226
<b>Affaires du jour</b> . . . . .	87 à 97
Adoption du principe d'un projet de loi . . . . .	229
Affaires inscrites par les députés de l'opposition . . . . .	97
Affaires prioritaires . . . . .	87
Autres affaires inscrites . . . . .	96
Débats d'urgence . . . . .	88 à 93
Débats sur les rapports de commissions . . . . .	94, 95
Ordre des travaux . . . . .	54
Séances des commissions . . . . .	141
<b>Affaires inscrites par les députés d'opposition</b> . . . . .	97
<b>Affaires prioritaires</b>	
Abordées aux affaires du jour . . . . .	54(1)
Ordre des affaires prioritaires . . . . .	87

<b>Ajournement de l'Assemblée</b> .....	101 à 105
Ajournement du débat .....	101
Ajournement pour plus de 15 jours .....	105
Caducité d'une motion .....	101
Commission plénière .....	102
Mercredi .....	103
Proposé par le leader du gouvernement .....	103
Temps de parole et réplique .....	104
Vote en cours .....	101
<b>Ajournement des travaux d'une commission</b> ....	139
Commission plénière .....	109, 110
Poursuite des travaux .....	111, 140
<b>Ajournement du débat</b> .....	98 à 100
Effet .....	100
Motion d'ajournement .....	98
Proposé par le leader adjoint du gouvernement .....	98
Proposé par un ministre .....	98
Temps de parole et réplique .....	99
<b>Allocution du Lieutenant-Gouverneur</b> .....	45
<b>Alternance</b> .....	164, 293, 303
<b>Amendements</b> .....	188 à 193
Adoption du principe d'un projet de loi .....	233
Contenu .....	189
Effet .....	191

Étude en commission plénière . . . . .	250
Mise aux voix . . . . .	193, 215, 246, 247
Motion de fond . . . . .	188
Nouvel amendement . . . . .	191
Proposé en commission . . . . .	237
Proposé suite au rapport d'une commission . . . . .	245
Rapport d'une sous-commission . . . . .	147
Recevabilité . . . . .	190
Sous-amendements . . . . .	192, 193
Temps de parole en commission . . . . .	238
<b>Annonce de l'appel nominal . . . . .</b>	<b>216, 217</b>
<b>Appel nominal</b>	
Vote . . . . .	213, 216 à 218
<b>Assemblée</b>	
Administration . . . . .	L.A.N., 89 à 94, 100, 109
Adoption des lois . . . . .	L.A.N., 29
Ajournement . . . . .	101 à 105
Composition . . . . .	L.A.N., 1
Convocation, prorogation et dissolution . . . . .	18, L.A.N., 5
Endroit des réunions . . . . .	2(7), L.A.N., 7
Étude des crédits de l'Assemblée . . . . .	269
Horaire des séances . . . . .	20, 21
Jurisconsulte . . . . .	L.A.N., 74 à 81
Ordres et résolutions . . . . .	178
Pouvoirs . . . . .	L.A.N., 2 à 4

---

**A (suite)**

---

---

**articles**

---

Procédure . . . . .	171 à 176, L.A.N., 9
Quorum . . . . .	L.A.N., 8
Séances extraordinaires . . . . .	23 à 28
Séances ordinaires . . . . .	19
Séances publiques et huis clos . . . . .	29
Violation des droits ou privilèges . . . . .	66 à 70, 87(2), 308(2)

Voir aussi: Violation des droits ou privilèges

**Auditions publiques**

Voir: Consultations générales

**Avis**

Consultations générales . . . . .	161
Convocation d'une commission . . . . .	143, 144
Convocation d'un ministre en commission . . . . .	160
Travaux des commissions . . . . .	53(8), 85

Voir aussi: Préavis

**Avis au Président**

Débat de fin de séance . . . . .	300
Débat d'urgence . . . . .	89
Intention de répondre à une question . . . . .	80
Question de droit ou de privilège . . . . .	69, 70

---

**B**

---

<b>Budget</b> . . . . .	263 à 270
Commission du budget et de l'administration . . . . .	264, 267

---

**B (suite)**

---

---

**articles**

---

Débat sur le discours du budget . . . . .	264, 268
Déclarations complémentaires sur le budget . . . . .	270
Discours des députés . . . . .	266
Discours du budget . . . . .	263
Discours du représentant de l'opposition officielle . . . . .	265
Motions de censure . . . . .	266, 296

<b>Bureau de l'Assemblée nationale</b> . . . . .	L.A.N., 86 à 109
Composition . . . . .	L.A.N., 87 à 91
Constitution . . . . .	L.A.N., 86
Dépôt des règles ou règlements adoptés . . . . .	L.A.N., 109
Durée des fonctions . . . . .	L.A.N., 93
Fonctions . . . . .	L.A.N., 100
Impression, publication et distribution de documents . . . . .	L.A.N., 37
Membres désignés par le Président . . . . .	L.A.N., 92
Pouvoirs lors de la dissolution de l'Assemblée . . . . .	L.A.N., 94

---

**C**

---

**Caducité**

Actes de procédures . . . . .	47
Motions caduques lors de l'ajournement . . . . .	101
Ordres de l'Assemblée . . . . .	47

**Censure**

Voir: Motion de censure

**Chef de groupe parlementaire**

Débat sur le discours d'ouverture .....	50
Temps de parole	
adoption d'un projet de loi public .....	249
adoption d'un projet de loi privé .....	261
motion .....	202

**Chef de l'opposition officielle**

Débat sur le discours d'ouverture .....	49
---	----

**Clôture de la session .....** 47**Clôture du débat .....** 211, 242, à 244**Collègue absent**

Explication sur un fait personnel .....	73
---	----

<b>Commission de l'Assemblée nationale .....</b>	113, 114
Composition .....	113, L.A.N., 11
Conduite d'un membre .....	304 à 306
Conduite d'une personne autre qu'un député .....	317
Fonctions .....	114, L.A.N., 11
Formation de commissions ou sous-commissions mixtes .....	149
Formation des commissions .....	124
Liste des présidents de séances .....	136

**Commission du budget et de l'administration**

Débat sur le discours du budget.....	264
Étude de la politique budgétaire.....	284

**Commission mixte..... 149****Commission permanente..... 113 à 169**

Ajournement.....	139, 140
Annonce d'un appel nominal.....	217
Audition obligatoire d'un ministre.....	159
Commission ou sous-commission mixte.....	149
Compétence.....	116, 117
Composition.....	118 à 130, L.A.N., 10

Voir: Composition des commissions

Consultations générales.....	161 à 164
Consultations particulières.....	165
Convocation.....	143, 144
Convocation d'un ministre.....	160
Dénomination.....	115
Dépôt de documents.....	158
Député exclu.....	43
Endroit des réunions.....	L.A.N., 14
Enregistrement des délibérations.....	157
Étude des crédits.....	271 à 277
Étude détaillée d'un projet de loi.....	236 à 244
Horaire.....	139 à 141, L.A.N., 13
Huis clos.....	156,
Interpellation.....	287
Journal des débats.....	157



Motion d'envoi en commission.....	142, 228, 236, 254, 255, 259, 267, 273
Motions sans préavis.....	154
Président.....	131 à 138
Voir: Présidents de commissions	
Président de séances.....	136
Procès-verbal.....	157
Projet de loi modifiant plusieurs lois.....	255
Quorum.....	152
Rapport des commissions.....	53(3), 61, 166 à 169
Règles de fonctionnement.....	150
Séance publique.....	155
Secret des témoignages et des documents.....	156
Sous-commissions.....	146 à 148
Surveillance d'organismes publics.....	286
Temps de parole.....	151, 201, 238, 276
Vérification des engagements financiers.....	285
Vice-président.....	131, 132, 137
Voir: Vice-président des commissions	
Vote.....	153
<b>Commission plénière.....</b>	<b>106 à 112</b>
Adoption du rapport.....	241
Ajournement.....	110
Étude des amendements.....	250
Étude des crédits.....	272, 281
Étude des crédits de l'Assemblée.....	278
Étude des crédits supplémentaires.....	281
Étude détaillée d'un projet de loi.....	236, 241
Formation de la commission.....	106

Permission de siéger de nouveau .....	111, 112
Président .....	107
Projet de loi d'intérêt privé .....	260
Rapport .....	108
<b>Commission spéciale</b> .....	47, 170
Projet de loi modifiant plusieurs lois .....	254
<b>Comparution d'un député</b> .....	L.A.N., 46
<b>Comparution d'un membre du personnel</b> .....	L.A.N., 47
<b>Composition des commissions</b> .....	118 à 130
Commission spéciale .....	170, 254
Député	
membre de plein droit .....	122, 130
membre de plus d'une commission .....	120
membre d'une seule commission .....	120
non-membre .....	129
Durée du mandat .....	118
Formation des commissions .....	124
Ministre	
membre de plein droit .....	122
à la demande de l'Assemblée .....	121
Nombre de députés .....	118
Président des commissions .....	123 à 125
Remplacement	
permanent .....	126
pour la durée d'une séance .....	128
temporaire .....	127
Répartition des présidences .....	125
Représentativité des groupes et des députés indépendants .....	119, 130

**Conduite d'un député**

Accusation non fondée .....	314
Acte accompli dans le cadre des fonctions .....	308(3), 315
Attaque contre la conduite d'un député .....	35(5)
Atteinte aux droits et privilèges .....	308(2), 309
Conflits d'intérêts .....	308(1), 309, L.A.N. 61 à 73, 74, 80, 82, 83, 85
Convocation de la commission de l'Assemblée nationale .....	311, 317
Décision de l'Assemblée .....	312
Exclusion du député .....	42, 43
Fonctions incompatibles .....	308(1), 309, L.A.N., 57 à 60, 74, 80, 82 à 85
Lors d'une séance .....	32
Lorsque le Président se lève .....	37
Mise en cause de la conduite d'un membre .....	307, 310, 311
Motion pour que des mesures soient prises .....	70
Ouverture et fin d'une séance .....	31
Perte du droit de parole .....	42
Rappel à l'ordre .....	42
Rapport de la commission de l'Assemblée nationale	311
Sanction .....	313

**Conduite d'une personne autre qu'un député ...** 316 à 319

<b>Conflits d'intérêts</b> .....	308(1), 309, L.A.N., 61 à 73, 74, 80, 82, 83, 85
----------------------------------	---

<b>Consultation générale</b> .....	161 à 164
Alternance .....	164
Après la présentation d'un projet de loi .....	228
Auditions publiques .....	162
Avis	
gazette officielle .....	161
journaux .....	161
Choix des organismes à entendre .....	162
Convocation des personnes ou organismes .....	163
Durée des auditions .....	162
Mémoires .....	161, 162
Partage du temps de parole .....	164
<b>Consultations particulières</b> .....	165, 259
<b>Contrôle parlementaire</b> .....	271 à 306
Débat de fin de séance .....	300 à 304
Finances .....	271 à 284
Interpellation .....	287 à 295
Motions de censure .....	296 à 299
Questions	
écrites .....	305, 306
orales .....	74 à 82
Surveillance d'organismes publics .....	286
<b>Convocation de l'Assemblée</b> .....	18, L.A.N., 5
Séances extraordinaires .....	23 à 28
<b>Convocation de personnes ou organismes</b> .....	163
<b>Convocation d'un ministre en commission</b> .....	160

<b>Convocation d'une commission</b> .....	143, 144
<b>Crédits budgétaires</b> .....	271 à 283
Affaires prioritaires .....	87(6)
Crédits budgétaires supplémentaires .....	281 à 283
Crédits provisoires .....	272
Débat restreint sur les rapports des commissions ...	280
Étude des crédits .....	271
Étude en commission permanente .....	273
Étude en commission plénière .....	272, 278
Horaires des commissions permanentes .....	274, 275, 278
Interventions du Président ou d'un ministre .....	279
Rapport des commissions .....	280
Réunion des leaders .....	277
Temps de parole .....	276
Votes .....	280
<b>Crédits budgétaires supplémentaires</b> .....	281 à 283
<b>Crédits de l'Assemblée nationale</b> .....	273, 278
<b>Crédits provisoires</b> .....	272
<b>Critique financier</b>	
Déclaration complémentaire sur le budget .....	270
Discours du budget .....	263

**Débat**

Adoption d'un projet de loi

Voir: Adoption d'un projet de loi

Adoption du principe d'un projet de loi

Voir: Adoption du principe d'un projet de loi

Affaires inscrites par les députés de l'opposition . . . . 97

Citation de documents . . . . . 207

Débat prioritaire . . . . . 264

Déclaration complémentaire sur le budget . . . . . 270

Explications . . . . . 205, 206

Motion de censure . . . . . 296

Motion de clôture . . . . . 242 à 244

Motion de mise aux voix immédiate . . . . . 194

Pertinence . . . . . 204

Prise en considération d'un rapport . . . . . 245

Rapport d'une commission . . . . . 54(3), 94

Voir: Rapport d'une commission

Réplique . . . . . 208 à 211

Temps de parole . . . . . 201, 202

**Débat de fin de séance . . . . . 300 à 304****Débat d'urgence . . . . . 88 à 93**

Avis de la demande . . . . . 89

Demande d'un débat . . . . . 88

Décision du Président . . . . . 90

Époque du débat . . . . . 54(2)

Horaire du débat . . . . . 92

Nombre de débats demandés . . . . . 93

Temps de parole . . . . . 91

<b>Débats restreints</b> .....	203
Ajournement pour plus de 15 jours .....	105
Convocation d'une séance extraordinaire .....	27, 28
Débat sur le rapport d'une commission .....	94, 280
Débat sur le rapport d'une sous-commission .....	147
Durée .....	203
Envoi en commission .....	142
Motion de scission .....	198, 234
Motion de suspension des règles .....	174
Organisation .....	2(6)
Règles d'application .....	203
Répartition du temps de parole .....	203
Report de l'adoption du principe d'un projet de loi .....	233
<b>Débat sur le discours d'ouverture</b> .....	49
Affaires prioritaires .....	87(1) (7)
Discours des députés .....	50
Discours du chef de l'opposition officielle ou de son représentant .....	49
Droit de réplique .....	50
Durée .....	50
Motion de censure .....	296
<b>Débat sur le discours du budget</b> .....	
Affaires prioritaires .....	87(4) (5)
Voir aussi: Budget	
<b>Déclaration complémentaire sur le budget</b> .....	270
<b>Déclaration solennelle</b> .....	L.A.N., 15, 52

<b>Déclarations ministérielles</b> .....	53(1), 55, 56,
--	----------------

**Décorum**

Actes interdits aux députés .....	35
Maintien .....	32

**Défaut de quorum**

Interrompre un député qui a la parole .....	36
---	----

**Délai**

Interprétation .....	L. I., 52
----------------------	-----------

**Dépôt**

Documents .....	58, 59
cités par un ministre .....	207
contenant la réponse à une question .....	60
déposés en commission .....	158
Inscription au procès-verbal .....	58, 65
Pétition .....	64
Rapport des commissions .....	61, 166, 167, 241, 268
Rapport d'une commission spéciale .....	170
Rapport intérimaire .....	167
Réponses écrites .....	305

**Député**

Comparution .....	L.A.N., 46
Conduite	
lors de l'ouverture et de la fin de la séance ....	31
lors d'un vote .....	218 à 221
lors d'une séance .....	32 à 37
repréhensible .....	35, 36



Conflits d'intérêts . . . . .	308(1), L.A.N., 61 à 73, 74, 81
Déclaration solennelle . . . . .	L.A.N., 15, 52
Démission . . . . .	L.A.N., 16
Droit de parole et réplique . . . . .	33
Exclusion . . . . .	42, 43
Explications sur un discours . . . . .	205
Fonctions incompatibles . . . . .	L.A.N., 57 à 60, 74, 81
Groupe parlementaire . . . . .	13 à 15
Immunité . . . . .	L.A.N., 44
Indépendance . . . . .	L.A.N., 43
Intervention liée à un fait personnel . . . . .	71, 72
Maintien du décorum . . . . .	32
Participation aux commissions . . . . .	120, 129, 130
Plainte . . . . .	L.A.N., 82
Questions à la suite d'un discours . . . . .	206
Serment d'allégeance . . . . .	L.A.N., 15, L.C. de 1867, 128
Siège . . . . .	L.A.N., 17, 18, 84
Vacance . . . . .	L.A.N., 17, 18
Violation des droits et privilèges . . . . .	68 à 70
Violation du règlement . . . . .	39
Voir aussi: Conduite d'un député	

**Député de l'opposition**

Affaires inscrites par un député de l'opposition . . . .	97
Voir aussi: Député	

**Député indépendant**

Affaire inscrite par un député indépendant.....	97
Débat de fin de séance.....	303
Groupe parlementaire.....	13, 15
Interpellation.....	289
Motion de censure.....	297
Participation à un débat restreint.....	203
Participation aux commissions.....	119, 130
Voir aussi: Député	

<b>Désaveu d'une loi</b> .....	L.C. de 1867, 56, 90
--------------------------------	-------------------------

**Discipline**

Voir: Conduite des députés

**Discours**

Adoption d'un projet de loi.....	249
Débat sur le discours d'ouverture.....	50
Débat sur le discours du budget.....	266
Explications.....	205
Pertinence.....	204

<b>Directeur général des élections</b> .....	114(4)
--	--------

<b>Discours d'ouverture</b> .....	45, 46
-----------------------------------	--------

Affaires prioritaires.....	87(1)
Débat sur le discours d'ouverture.....	49, 50
Durée.....	50
Motion de censure.....	50, 296

<b>D (suite)</b>	<b>articles</b>
<b>Discours du budget</b> .....	263 à 270
Affaires prioritaires .....	87(4)
Voir aussi: Budget	
<b>Discours sur la déclaration complémentaire sur le budget</b> .....	270
<b>Dispositions pénales</b> .....	L.A.N., 133 à 139
<b>Dissidence</b>	
Inscription au procès-verbal .....	221
<b>Dissolution de l'Assemblée nationale</b> .....	L.A.N., 5, 42, 94
<b>Documents</b>	
Dépôt d'un document cité par un ministre .....	207
Dépôt en commission .....	158
Document contenant la réponse à une question ...	60
Époque du dépôt .....	53(3)
Liste des documents devant être déposés à l'Assemblée .....	58
Production et impression .....	47
<b>Droit de parole</b>	
Interdiction lors d'un vote .....	220
Retrait .....	42
Voir aussi: Temps de parole	
<b>Droit de réplique</b>	
Voir: Réplique	

**Droits et privilèges**

Maintien .....	2(8), L.A.N., 42 à 56
Violation .....	36, 308, 316
Voir aussi: Violation des droits et privilèges	

**Durée**

Auditions publiques .....	162
Débat de fin de séance .....	302
Débat restreint .....	203
Débat sur le discours d'ouverture .....	50
Débat sur une motion de censure .....	298, 299
Déclarations ministérielles .....	55
Discours du budget .....	264
Étude des crédits .....	274, 275, 278
Étude des crédits supplémentaires .....	283
Législature .....	L.A.N., 6, L.C. de 1982, 4

---

**E**

---

**Éditeur du Québec**

Impression des lois .....	L.A.N., 35
Recueil annuel des lois .....	L.A.N., 36

**Élections**

Annulation .....	L.A.N., 18
Président .....	5 à 8, 45, L.A.N., 19

<b>E (suite)</b>	<b>articles</b>
Présidents de commissions .....	132, 133
Vice-présidents .....	9, 45, L.A.N., 19
Vice-présidents de commissions .....	134
<b>Engagements financiers</b> .....	285
<b>Enquête</b>	
Conduite d'un député .....	308, 309
Interdiction de parler d'une affaire qui fait l'objet d'une enquête .....	35(3)
<b>Enregistrement des délibérations</b> .....	157
<b>Envoi en commission</b> .....	142, 228, 236, 254, 255, 259, 267, 273
<b>Étude article par article</b> .....	236, 254, 255, 259
Voir: Étude détaillée d'un projet de loi	
<b>Étude des crédits</b> .....	271, 281
Affaires prioritaires .....	87(6)
Participation des députés en commission .....	129
Voir aussi: Crédits budgétaires, Crédits budgétaires supplémentaires	
<b>Étude détaillée d'un projet de loi en commission</b> .....	236 à 244
Amendements .....	237, 238
Commentaires sur le principe d'un projet de loi ...	240

---

**E (suite)**

---

---

**articles**

---

Consultations particulières .....	237
Contenu de l'étude .....	237
Moment de l'étude détaillée .....	236
Motion de clôture .....	242 à 244
Projet de loi modifiant plusieurs lois .....	254, 255
Rapport de la commission .....	241
Temps de parole .....	238, 239
<b>Exclusion du député .....</b>	<b>42</b>
<b>Explications suite à un discours .....</b>	<b>205, 206</b>
<b>Expulsion du député .....</b>	<b>43</b>

---

**F**

---

<b>Fait personnel .....</b>	<b>71 à 73</b>
Avis remis au Président .....	71
Contenu de l'avis .....	72
Contenu des explications .....	71
Fait qui concerne un collègue absent .....	73
Moment de l'intervention .....	53(4)
<b>Feuilleton</b>	
Inscription des questions .....	75, 305
Inscription d'une motion .....	180
Interpellation .....	288
Préavis de présentation d'un projet de loi .....	225

**Finances**

Crédits budgétaires . . . . .	271 à 283
Voir aussi: Crédits budgétaires	
Étude de la politique budgétaire . . . . .	284
Projet de loi de crédits . . . . .	256
Vérification des engagements financiers . . . . .	285

<b>Fonctions incompatibles</b> . . . . .	308(1), 309, L.A.N., 57 à 60, 74, 80, 82 à 85
--	--

---

**G**

---

**Gazette officielle**

Avis de consultations générales . . . . .	161
---	-----

**Gouvernement**

Droit de réplique d'un représentant . . . . .	50
Effet d'une loi . . . . .	L.I., 42
Projet de loi modifiant plusieurs lois . . . . .	251

**Groupes parlementaires**

Composition . . . . .	13 à 15
Député indépendant . . . . .	13, 15
Exclusion du Président . . . . .	3
Représentation au sein des commissions . . . . .	119, 120, 130

---

## H

---

---

## articles

---

### Horaire

Affaires courantes .....	52
Débat d'urgence .....	92
Étude des crédits .....	272, 274, 275, 278
Séances de l'Assemblée .....	20, 21
Séances des commissions .....	139 à 141

### Hôtel du parlement

Réunions de l'Assemblée .....	2(7)
Réunions des commissions .....	114(3)

### Huis clos

Analyse des mémoires .....	162
Assemblée .....	29
Commission .....	156

---

## I

---

Immunité d'un député .....	L.A.N., 44, 48, 49, 53, 54
----------------------------	-------------------------------

Incompatibilité de fonctions .....	308(1), 309, L.A.N., 57 à 60, 74, 80, 82 à 85
------------------------------------	--

Indépendance d'un député .....	L.A.N., 43
--------------------------------	------------

Infractions .....	L.A.N., 133 à 139
-------------------	----------------------



<b>I (suite)</b>	<b>articles</b>
<b>Ingérence dans les travaux</b> .....	L.A.N., 42
<b>Interpellation</b> .....	287 à 295
Alternance.....	293
Avis au feuilletton.....	288
Avis retenu par le Président.....	289
Définition.....	287
Levée de la séance.....	294
Moment du débat.....	290, 291
Procédure.....	292 à 294
Quorum.....	295
Rapport.....	295
Réplique.....	294
Temps de parole.....	292
Vote.....	295
<b>Interprétation</b> .....	L.I., 38 à 61
<b>Interruption des travaux en commission</b>	
Annonce d'un appel nominal.....	217
<b>J</b>	
<b>Journal des débats</b>	
Consignation des délibérations des commissions et sous-commissions.....	157
<b>Journaux</b>	
Avis de consultations générales.....	161
<b>Jurisconsulte</b> .....	L.A.N., 74 à 81

<b>L</b>	<b>articles</b>
<b>Langage prohibé</b> .....	35(7) (8), 77
<b>Leader de l'opposition officielle</b> .....	16
<b>Leader du gouvernement</b>	
Avis de convocation d'une commission .....	144
Avis touchant les travaux des commissions .....	85
Choix du leader .....	16
Envoi en commission de l'étude des crédits .....	273
Envoi en commission de l'étude des crédits supplémentaires .....	281
Envoi en commission de l'étude d'une matière ....	142
Envoi en commission d'un projet de loi .....	228, 236, 253, 255, 259
Indication de l'objet du débat .....	94, 95
Mise aux voix sans débat .....	235
Motion de clôture .....	242 à 244
Remplacement .....	17
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée ....	86
Report d'un vote .....	216
Réunion le lundi .....	20
Suspension d'une règle de procédure	
séances extraordinaires .....	28
séances ordinaires .....	174
Voir aussi: Leaders	
<b>Leader adjoint du gouvernement</b> .....	17
Ajournement du débat .....	98
<b>Leaders</b>	
Convocation de la réunion des leaders .....	2(5)
Copie de l'avis de convocation d'un commission ...	144
Clôture .....	242 à 244

Réunions	
débat restreint . . . . .	203
étude des crédits . . . . .	277
prise en considération d'un rapport . . . . .	246
<b>Leaders adjoints . . . . .</b>	<b>17</b>
<b>Législature</b>	
Durée . . . . .	L.A.N., 6, L.C. de 1982, 4
Séance annuelle . . . . .	L.C. de 1982, 5
<b>Levée de la séance . . . . .</b>	<b>2(1)</b>
<b>Lieutenant-Gouverneur</b>	
Allocution . . . . .	42
Convocation de l'Assemblée . . . . .	L.A.N., 5
Dissolution de l'Assemblée . . . . .	L.A.N., 6
Recommandation . . . . .	L.C. de 1867, 54, 90
Réserve et désaveu des lois . . . . .	L.C. de 1867, 56, 57, 90
Sanction des lois . . . . .	L.A.N., 29, L.C. de 1867, 55
<b>Loi d'interprétation . . . . .</b>	<b>173, L.I., 38 à 61</b>

**Lois**

Adoption .....	LAN., 29
Authenticité .....	LAN., 40
Copies à l'éditeur .....	LAN., 35
Copies aux ministères et organismes .....	LAN., 37
Copies certifiées .....	LAN., 33, 39
Coûts de l'impression .....	LAN., 41
Éditeur officiel .....	LAN., 36
Impression .....	LAN., 35, 37
Originaux .....	LAN., 33
Publication .....	LAN., 36, 37
Recueil annuel .....	LAN., 38
Sanction .....	LAN., 29, 32, L.C. de 1867, 55, 90
Sceau .....	LAN., 34

---

**M**

---

**Main levée**

Vote .....	153, 213
------------	----------

**Mandat prioritaire** ..... 142**Mémoire**

Forme et contenu .....	161
Analyse à huis clos .....	162

**Menaces** ..... 35(9)**Ministre**

Ajournement du débat .....	98
Convocation en commission .....	160

Dépôt de documents .....	59, 207
Droit d'être entendu en commission .....	159
Interpellation .....	287
Interventions en commission .....	239, 279
Motion au nom d'un autre ministre .....	181
Motion impliquant une somme d'argent .....	184
Participation aux commissions .....	121, 122, 254
Présentation d'un projet de loi .....	L.A.N., 30
Projet de loi modifiant plusieurs lois .....	252, 254
Refus de répondre à une question .....	82
Réponse à une question lors d'une séance subséquente .....	80
Révocation d'un ordre ou d'une résolution .....	178
Scission d'un projet de loi .....	234
Suspension d'une règle de procédure .....	174 à 176
Temps de parole	
débat de fin de séance .....	302
débat sur la prise en considération d'un rapport .	246
étude détaillée en commission .....	239
Temps de parole et réplique	
adoption d'un projet de loi .....	249
adoption du principe d'un projet de loi .....	232
déclaration ministérielle .....	56

**Ministre des finances**

Déclaration complémentaire sur le budget .....	270
Discours du budget .....	263 à 270

**Mise aux voix .....** 212 à 221

Amendements .....	193, 215, 247, 250
Appel nominal .....	213, 216, 217

Déroulement du vote . . . . .	219
Dissidence ou abstention lors d'un vote à main levée . . . . .	221
Lecture de la motion . . . . .	214
Main levée . . . . .	213
Mise aux voix par le Président . . . . .	2(4)
Proclamation du résultat . . . . .	219
Quorum . . . . .	212
Rappel au règlement lors d'un vote . . . . .	220
Sous-amendements . . . . .	193
Vote reporté . . . . .	216
Voir aussi: Vote	
<b>Mise aux voix immédiate</b> . . . . .	194 à 196
<b>Motifs indignes</b> . . . . .	35(6)
<b>Motion</b>	
Amendements . . . . .	188 à 193
Caducité . . . . .	186
Contenu . . . . .	183
Définition . . . . .	178
Mise aux voix . . . . .	212 à 221
Motion contraire au règlement . . . . .	185
Motion de fond . . . . .	179
Motion de forme . . . . .	179
Motions écrites . . . . .	182
Motions réservées à un ministre . . . . .	184
Ordre ou résolution . . . . .	178
Pouvoirs du Président . . . . .	2(4), 185
Préavis . . . . .	84, 180
Présentation à l'Assemblée . . . . .	181

Retrait d'une motion .....	187
Révocation d'un ordre ou d'une résolution .....	178
Scission .....	197 à 200
Temps de parole .....	201, 202

**Motion d'ajournement**

Voir: Ajournement

<b>Motion de censure</b> .....	296 à 299
Avis .....	296
Débat prioritaire .....	87(7), 298
Débat sur le discours d'ouverture .....	50
Débat sur le discours du budget .....	266
Durée du débat .....	298
Durée du débat en juin et décembre .....	299
Mise aux voix .....	50, 269, 280, 298
Nombre .....	296
Répartition des motions .....	297

<b>Motion de clôture</b> .....	242 à 244
--------------------------------	-----------

<b>Motion de mise aux voix immédiate</b> .....	194 à 196
--	-----------

**Motion de report**

Adoption du principe d'un projet de loi .....	233
Adoption d'un projet de loi d'intérêt privé .....	260
Ajournement de l'Assemblée .....	101

<b>Motion de scission</b> .....	197 à 200
---------------------------------	-----------

Adoption d'un projet de loi d'intérêt privé .....	260
Ajournement de l'Assemblée .....	101

Débat restreint .....	198
Effet de l'adoption .....	199
Priorité .....	200
Procédure .....	197
Recevabilité .....	198
Scission d'un projet de loi .....	234
Vote .....	198

<b>Motion pour mettre en question la conduite d'une personne autre qu'un député .....</b>	<b>316, 317</b>
---	-----------------

**Motion pour mettre en question la conduite d'un membre**

Contenu de la motion .....	307 à 310
Enquête .....	311
Temps de parole .....	311

<b>Motion pour que des mesures soient prises à l'encontre d'un député .....</b>	<b>70</b>
---	-----------

**Motion relative à des violations de droits ou de privilèges**

Affaires prioritaires .....	87(2)
Voir aussi: Violation de droits ou de privilèges	

**Motion tendant à écarter ou différer la discussion de l'affaire en cours**

Caducité en cas d'ajournement de l'Assemblée .....	101
--	-----



**Notes explicatives**

Présentation d'un projet de loi .....	226
Projet de loi de crédits .....	256
Projet de loi d'intérêt privé .....	258

---

**O**

---

<b>Ordre</b> .....	29 à 44
Maintien par le Président .....	2(2)
Voir aussi: Conduite des députés Public dans les tribunes	

**Ordre de l'Assemblée**

Annulation .....	47
Assistance d'un agent de la paix ou de toute autre personne .....	L.A.N., 56
Définition .....	178
Production et impression de documents .....	47
Révocation .....	178

**Ordre des travaux**

Affaires courantes .....	53
Affaires du jour .....	54
Affaires prioritaires .....	87

**Organismes**

Choix des organismes à entendre .....	162
Convocation .....	163
Surveillance des organismes publics .....	286

## **Parlement**

Constitution et pouvoirs..... L.A.N., 2, 3

## **Parole**

Accepter la parole d'un député..... 35(6)  
 Interdite lors d'un vote..... 220  
 Retrait du droit de parole..... 42

## **Parti politique**

Voir: Groupes parlementaires

## **Période de questions et réponses..... 74 à 82**

But recherché..... 75  
 Contenu de la réponse..... 79  
 Contenu des questions..... 76  
 Contenu illicite..... 77  
 Débat de fin de séance..... 300  
 Durée..... 74  
 Inscription au feuillet..... 75  
 Questions complémentaires..... 78, 80  
 Rappel au règlement..... 81  
 Refus de répondre..... 82  
 Réponse au cours d'une séance subséquente..... 80  
 Réponse insatisfaisante..... 81

Voir aussi: Questions et réponses

## **Pertinence..... 50, 204, 266**

## **Pétitions**

Époque du dépôt..... 53(3)  
 Forme et contenu..... 63, 64  
 Procédure..... 62

**Plainte**

Conduite d'un membre.....	308, L.A.N., 82 à 85
---------------------------	-------------------------

<b>Politique budgétaire</b> .....	284
-----------------------------------	-----

<b>Poursuite judiciaire</b> .....	L.A.N., 44, 48, 49, 53, 54
-----------------------------------	-------------------------------

**Pouvoir de surveillance**

Voir: Contrôle parlementaire

**Préambule**

Projet de loi.....	L.I., 40
Projet de loi d'intérêt privé.....	258

**Préavis**

Contenu.....	180
Dispense.....	84, 154
Motion de suspension des règles.....	174
Présentation d'un projet de loi.....	225
Projet de loi d'intérêt privé.....	257

<b>Précédents</b> .....	172
-------------------------	-----

**Premier ministre**

Demande de convocation d'une séance extraordinaire.....	23
Discours d'ouverture.....	45
Élection du Président.....	8
Proposition pour la nomination d'un jurisconsulte ..	L.A.N., 74

Temps de parole .....	202
Temps de parole lors du discours d'ouverture .....	50

**Présentation d'une motion**

Inscription au feuilletton .....	180
Présentation en Chambre .....	181
Présentation par un autre député ou un autre ministre .....	181

**Présentation d'un projet de loi** ..... 225 à 228

Lecture des notes explicatives .....	226
Moment de la présentation .....	22, 226
Préavis au feuilletton .....	225
Première étape d'un projet de loi .....	222(1)
Projet de loi de crédits .....	256
Projet de loi d'intérêt privé .....	257, 258
Projet de loi modifiant plusieurs lois .....	251, 252
Renvoi du projet à une commission .....	228

**Président de l'Assemblée** ..... 1 à 12

Conduite des députés .....	35(1), 36
Convocation	
commission de l'Assemblée nationale .....	311
séances extraordinaires .....	24
Correction des motions ou préavis .....	185
Crédits de l'Assemblée .....	278, 279
Débats de fin de séance .....	301
Débats restreints .....	2(6), 203
Débats d'urgence .....	90
Dépôt de documents .....	58, 60
Dépôt des règles et règlements adoptés par le Bureau .....	LAN., 109

Élection .....	5 à 8, 45, L.A.N., 19
Élection des vice-présidents .....	9
Entrée en Chambre .....	29
Exclusion du groupe parlementaire .....	3
Exclusion d'un député .....	31, 43
Expulsion du public .....	31
Fonctions incompatibles .....	L.A.N., 59
Indemnité .....	L.A.N., 24
Interpellation .....	289
Intervention sur un fait personnel .....	71
Lieu des réunions de l'Assemblée .....	2(7)
Maintien de l'ordre .....	2(2)
Maintien des droits et privilèges .....	2(8)
Mise aux voix des amendements .....	215, 246, 247
Mise aux voix des motions .....	215 à 217, 219
Mise aux voix immédiate .....	195
Motions de censure .....	297
Ouvre, suspend et lève les séances .....	2(1), 30, 31, 44, 45, 101
Participation aux discussions .....	4
Pouvoirs .....	1, 2, L.A.N., 23, 24
Président de la commission plénière .....	107
Président de séance .....	136
Présidents des commissions .....	133
Prise en considération des rapports .....	245
Questions adressées au Président .....	34
Questions complémentaires .....	78
Rappel au règlement .....	40, 41
Recevabilité des amendements .....	190, 245
Recevabilité d'une motion de scission .....	198

Refus d'une motion ou d'un préavis .....	185
Remplacement .....	10, 11, L.A.N., 20, 21
Renseignements sur les travaux des commissions ...	85
Résultats des votes .....	219
Retrait de la parole à un député .....	42
Réunions des leaders .....	2(5), 242, 277
Vacance .....	12, L.A.N., 22
Violation du règlement .....	38
Vote prépondérant .....	4

**Président de la commission plénière**

Ajournement .....	110
Désignation .....	107
Rapport au Président .....	108
Suspension .....	109

**Président de commission**

Choix des présidents .....	123 à 125
Élection .....	131 à 133
Élection du vice-président .....	134
Fonctions .....	135
Participation aux délibérations .....	135
Président de séance .....	136
Remplacement .....	137

**Président de séance .....** 136**Principe d'un projet de loi**

Voir: Adoption du principe d'un projet de loi

<b>Prise en considération d'un rapport</b> .....	245 à 248
Débat sur la prise en considération.....	246
Dépôt d'amendements au projet de loi.....	245
Époque de la prise en considération.....	246
Mise aux voix des amendements.....	246, 247
Mise aux voix du rapport.....	247
Quatrième étape de l'étude d'un projet de loi.....	222(4)
Rapport déposé à l'Assemblée.....	245
Rapport d'une commission plénière.....	241
Recevabilité des amendements.....	245
Réimpression.....	248
Temps de parole.....	246

### **Privilèges**

Voir: Violation des droits ou privilèges

### **Procédure législative**

Voir: Projet de loi

### **Procédure de l'Assemblée**

Adoption.....	L.A.N., 9
Définition.....	171
Loi d'interprétation.....	173
Motion de forme.....	179
Précédents et usages.....	172
Suspension des règles.....	174 à 176

### **Procès-verbal**

Commission.....	157, 169
Commission ayant fait l'étude détaillée d'un projet de loi.....	241

Inscription d'une dissidence ou abstention .....	221
Liste des documents .....	58

**Production de documents**

Ordre non annulé par la clôture de la session ....	47
Voir aussi: Documents	

**Projet de loi**

Adoption suite au rapport de la commission plénière .....	241
Amendements déposés par un député .....	245
Caducité .....	47
Crédits .....	256
Débat sur l'adoption du principe .....	229 à 235
Époque de la présentation .....	53(2)
Étapes .....	222 à 224
Interprétation .....	L.I., 39
Modification de plusieurs lois .....	251 à 255
Présentation .....	57, 225 à 228
Présentation avant le 15 novembre ou le 15 mai ..	22
Vote reporté .....	224

<b>Projet de loi de crédits</b> .....	256, 273, 280
---------------------------------------	---------------

<b>Projet de loi d'intérêt privé</b> .....	257 à 262
--	-----------

Adoption du principe .....	260
Adoption du projet de loi .....	260
Application des règles générales .....	262
Consultations particulières .....	259
Définition .....	257
Étude en commission .....	259
Interprétation .....	L.I., 39



Notes explicatives .....	258
Préambule .....	258
Préavis .....	257
Présentation .....	259
Temps de parole .....	261

**Projet de loi modifiant plusieurs lois**

Envoi en commission spéciale .....	254
Envoi en commission .....	255
Initiative gouvernementale .....	251
Initiative ministérielle .....	252
Principes .....	253

**Propos séditieux** ..... 35(10)**Prorogation de l'Assemblée** ..... L.A.N., 5**Protecteur du citoyen** ..... 114(4)**Public dans les tribunes** ..... 31

---

**Q**

---

**Questions et réponses**

Débat de fin de séance .....	300
Document contenant la réponse .....	60
Inscription au feuillet .....	75
Période de questions .....	74 à 82
Préambule .....	76
Question complémentaire .....	78, 80

Questions écrites .....	75, 305
Réponses écrites .....	305
Suite à l'intervention d'un député .....	206
Voir aussi: Période des questions	

**Quorum**

Assemblée .....	L.A.N., 8
Commission permanente .....	152
Commission plénière .....	L.A.N., 8
Débat de fin de séance .....	304
Signaler le défaut .....	36

---

**R**

---

<b>Rappel à l'ordre d'un député</b> .....	42
---	----

**Rappel au règlement**

Décision de l'Assemblée .....	41
Décision du Président .....	41
Lors d'un vote .....	220
Procédure à suivre .....	40
Signalé par le Président .....	38
Signalé par un député .....	39

**Rapport de la commission de l'Assemblée nationale**

Rapport d'enquête sur la conduite d'un membre ...	311, 312
---	----------

**Rapport de la commission plénière**

Étude des crédits .....	273, 283
Rapport au Président de l'Assemblée .....	108

**Rapport d'une commission**

Commission du budget et de l'administration . . . . .	268
Commission spéciale . . . . .	170
Contenu . . . . .	168, 169, 241
Débat . . . . .	54(3), 94
Dépôt . . . . .	61
Époque du dépôt . . . . .	53(3)
Étude des crédits . . . . .	280
Étude des crédits supplémentaires . . . . .	283
Motion de clôture . . . . .	242 à 244
Prise en considération . . . . .	246 à 248
Projet de loi d'intérêt privé . . . . .	259
Rapport intérimaire . . . . .	167

**Rapport d'une sous-commission . . . . . 147****Recueillement . . . . . 31****Référence aux travaux d'une commission . . . . . 35(2)****Refus de répondre à une question**

Motifs . . . . .	82
Refus obligatoire . . . . .	82

**Règlement**

Commission de l'Assemblée nationale . . . . .	114
Rappel au règlement . . . . .	36, 40, 41
Rappel au règlement lors d'un vote . . . . .	220
Respect par les députés . . . . .	32
Violation signalée par le Président . . . . .	38
Violation signalée par un député . . . . .	39
Voir aussi: Rappel au règlement	

**Règles de fonctionnement**

Commission permanente .....	114(2), 150
Élaboration par la commission de l'Assemblée nationale .....	114(1)
Projet de loi d'intérêt privé .....	262
Sous-commission .....	148

<b>Réimpression d'un projet de loi</b> .....	231, 248
--	----------

<b>Remplacement du président</b> .....	10, 11
--	--------

**Remplacement en commission**

Permanent .....	126
Pour la durée d'une séance .....	128
Temporaire .....	127

**Renseignements sur les travaux de l'Assemblée** 86

Affaires courantes .....	53(9)
Sujet de l'interpellation .....	289

**Réplique** .....

Affaires inscrites par un député de l'opposition ....	97
Ajournement de l'Assemblée .....	104
Ajournement du débat .....	99
Commission .....	210
Débat de fin de séance .....	302
Débat d'urgence .....	91
Débat sur l'adoption du principe et l'adoption d'un projet de loi .....	232, 249
Débat sur le discours d'ouverture .....	50
Déclarations ministérielles .....	56
Député qui propose une motion de fond .....	208

Discours du budget .....	268
Durée de la réplique .....	209
Effet de la réplique .....	211
Envoi en commission spéciale .....	254
Étude des crédits supplémentaires .....	282
Huis clos .....	29
Interpellation .....	294
Mise aux voix immédiate .....	196
Permission de siéger à nouveau en commission plénière .....	112
Retrait d'une motion .....	187
 <b>Réponse</b>	
Question posée à la suite d'une intervention d'un député .....	206
Réponse	
à une séance subséquente .....	80
écrite .....	305
insatisfaisante .....	81
 <b>Report de l'adoption du principe d'un projet de loi .....</b>	
	233
 <b>Réserve d'une loi .....</b>	
	L.C. de 1867, 55,57,59,90
 <b>Résolutions de l'Assemblée .....</b>	
	178
 <b>Retrait d'une motion .....</b>	
	187
 <b>Réunion de l'Assemblée .....</b>	
	18
Étude des crédits .....	271
Horaire des séances .....	20, 21

---

**R (suite)**

---

**articles**

---

Séances extraordinaires .....	23 à 28
Séances ordinaires .....	19
<b>Révocation d'un ordre ou d'une résolution .....</b>	<b>178</b>

---

**S**

---

<b>Sanction des lois .....</b>	<b>L.A.N., 29,32, L.C. de 1867, 55, 90</b>
<b>Sanction en cas d'infractions .....</b>	<b>L.A.N., 133 à 139</b>
<b>Sanction imposée à un membre .....</b>	<b>313, 314</b>
<b>Sanction imposée à une personne autre qu'un député .....</b>	<b>318</b>

**Scission**

Voir: Motion de scission

**Séances de l'Assemblée**

Affaires courantes .....	51 à 53
Affaires du jour .....	51, 54
Ajournement .....	101, 110
Fin de la séance .....	31
Levée de la séance après le discours d'ouverture ..	46
Ouverture par le Président .....	30
Ouverture, suspension et levée .....	2(1), 44

<b>Séances de travail</b> .....	149, 155, 162, 168
<b>Séances extraordinaires</b> .....	23 à 28
Après la clôture d'une session .....	25
Débat sur l'adoption du principe d'un projet de loi .....	230
Débat restreint .....	27, 28
Demande par le Premier ministre .....	23
Durée .....	26
Motifs de la convocation .....	27
Procédure .....	24 à 28
Suspension des règles gouvernant l'ouverture d'une session .....	25
Urgence .....	25, 26, 28
<b>Séances ordinaires</b> .....	19
<b>Séances publiques</b>	
Assemblée .....	29
Commission permanente .....	155
<b>Secret</b> .....	156
<b>Secrétaire de commission</b>	
Avis à la commission en cas d'empêchement du président et des vice-présidents .....	137
Convocation d'une commission .....	144
Désignation .....	138
<b>Secrétaire général</b>	
Absence ou incapacité .....	L.A.N., 27
Convocation des séances extraordinaires .....	23

Copie des amendements à un projet de loi . . . . .	245
Document écrit ou audio-visuel certifié conforme . . .	L.A.N., 50
Empêchement du Président et des vice-présidents . .	L.A.N., 11, 24
Fonctions . . . . .	L.A.N., 28
Garde des originaux des lois . . . . .	L.A.N., 33
Inscription de la date de la sanction d'un projet de loi . . . . .	L.A.N., 32
Loi certifiée conforme . . . . .	L.A.N., 33, 40
Nomination . . . . .	L.A.N., 26
Proclamation du résultat d'un vote . . . . .	219
Remise de la pétition . . . . .	64
Sceau . . . . .	L.A.N., 34
Transmission des lois . . . . .	L.A.N., 35, 37 à 39
<b>Secrétaire général adjoint . . . . .</b>	L.A.N., 27
<b>Secrétariat des commissions</b>	
Publication d'un avis de convocation générale . . . . .	161
<b>Serment d'un témoin . . . . .</b>	L.A.N., 52
<b>Serment d'allégeance . . . . .</b>	L.A.N., 15, L.C. de 1867, 128
<b>Session</b>	
Clôture . . . . .	47
Définition . . . . .	L.I., 61(9)
Dissolution . . . . .	48
Ouverture . . . . .	45



**Sous amendements**

Adoption du principe d'un projet de loi . . . . .	233
Définition . . . . .	192
Mise aux voix . . . . .	193, 215
Prise en considération du rapport . . . . .	245

**Sous-commission**

Amendements au rapport de la sous-commission . . . . .	147
Constitution . . . . .	LAN., 12
Endroit des réunions . . . . .	LAN., 14
Envoi en sous-commission . . . . .	146
Horaire . . . . .	LAN., 13
Pouvoirs . . . . .	146, 148
Rapport à l'Assemblée . . . . .	147
Rapport à la commission . . . . .	147
Règles de fonctionnement . . . . .	148
Sous-commission mixte . . . . .	149

<b>Sous-commission mixte . . . . .</b>	<b>149</b>
--	------------

<b>Surveillance d'organismes publics . . . . .</b>	<b>286</b>
--	------------

<b>Suspension des règles . . . . .</b>	<b>174 à 176</b>
--	------------------

Contenu de la motion de suspension . . . . .	174
Débat restreint . . . . .	174
Dispense de préavis en cas d'urgence . . . . .	175
Étude d'un projet de loi . . . . .	176
Séance extraordinaire en cas d'urgence . . . . .	25, 28
Séance extraordinaire hors session . . . . .	25

**Suspension des travaux**

Assemblée . . . . .	20, 21
Commissions permanentes . . . . .	87 in fine
Poursuite des travaux en commission malgré l'heure prévue de suspension . . . . .	140
Voir aussi: Ajournement	

---

**T**

---

<b>Témoin</b> . . . . .	L.A.N., 51 à 53
-------------------------	-----------------

<b>Temps de parole</b> . . . . .	201, 202
Adoption d'un projet de loi . . . . .	249, 261
Adoption du principe d'un projet de loi . . . . .	232, 261
Affaires inscrites par les députés de l'opposition . . . . .	97
Ajournement de l'Assemblée . . . . .	104
Ajournement du débat . . . . .	99
Amendements en commission . . . . .	238
Chef de groupe parlementaire . . . . .	202
Commission . . . . .	151, 201, 238, 276
Consultation générale . . . . .	164
Crédits budgétaires . . . . .	276
Débat de fin de séance . . . . .	302
Débat d'urgence . . . . .	91
Débat sur le discours d'ouverture . . . . .	50
Déclaration complémentaire sur le budget . . . . .	270
Déclaration ministérielle . . . . .	56

Discours du budget .....	265
Disposition générale .....	201
Envoi en commission .....	142
Envoi en commission spéciale .....	254
Étude des crédits .....	276
Étude des crédits supplémentaires .....	282
Étude détaillée d'un projet de loi .....	238, 239
Huis clos .....	29
Interpellation .....	294
Mise aux voix immédiate .....	196
Motion de forme .....	201
Motion pour mettre en question la conduite d'un membre .....	311
Permission de siéger à nouveau en commission plénière .....	112
Premier ministre .....	202
Prise en considération d'un rapport .....	95, 246
Retrait d'une motion .....	187
Violation de droits ou de privilèges .....	311

**Travaux de l'Assemblée**

Motion .....	84
Renseignements .....	53(9), 86

**Tribunaux**

Affaire devant les tribunaux .....	35(3)
------------------------------------	-------

<b>U</b>	<b>articles</b>
<b>Urgence</b>	
Débats d'urgence .....	88 à 93
Séance extraordinaire .....	25, 26, 28
Suspension d'une règle de procédure .....	175
<b>Usages</b> .....	172
<b>V</b>	
<b>Vacance</b>	
Député .....	L.A.N., 17, 18
Président .....	12
<b>Vérificateur général</b> .....	114(4)
<b>Vérification des engagements financiers</b> .....	285
<b>Vice-présidents de commission</b>	
Élections .....	131, 132, 134
Éligibilité .....	134
Fonctions .....	137
Remplacement .....	137
<b>Vice-présidents de l'Assemblée</b>	
Élection .....	9, 45, L.A.N., 19
Indemnité .....	L.A.N., 24

Pouvoirs.....	10, L.A.N., 20
Remplacement.....	11, L.A.N., 21

**Violation de droit ou de privilège**

Accusation non fondée.....	314
Avis indiquant l'intention de soulever une violation.....	69, 70
Conduite d'une personne autre qu'un député.....	316
Conduite d'un membre du parlement.....	70, 307 à 315
Dénonciation d'une violation.....	68, 69
Époque des interventions.....	53 (4)
Interruption d'un député qui a la parole lors d'une violation.....	36
Moment de la dénonciation.....	69
Motion pour que des mesures soient prises.....	70
Violation des droits ou privilèges de l'Assemblée ou d'un membre.....	70, L.A.N., 55, 85
Violation lors d'un vote.....	220

**Vote**

Ajournement lors d'un vote.....	101
Commission permanente.....	153
Conduite d'un député lors d'un vote.....	218
Crédits budgétaires.....	280
Motion approuvant la politique budgétaire.....	269
Motion de censure.....	269, 280
Motion de scission.....	198, 199
Quorum nécessaire.....	212
Rapport de la commission plénière.....	241
Rapport d'une sous-commission.....	147
Vote prépondérant du Président.....	4

Vote prépondérant du président d'une commission . . . . .	135
Voir aussi: Mise aux voix, vote reporté	

<b>Votes reportés.</b> . . . . .	83
Affaires courantes de la séance suivante . . . . .	216
Effet sur l'étude d'un projet de loi . . . . .	224
Mise aux voix immédiate . . . . .	216
Moment de la votation . . . . .	53 (6)
Motion d'ajournement . . . . .	216
Plus tard au cours de la même séance . . . . .	216
Voir aussi: Mise aux voix	